

**CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK**  
**GEMEENTERAAD VAN SCHAARBEEK**

**SEANCE DU 01 AVRIL 2015**  
**VERGADERING VAN 01 APRIL 2015**

**PRÉSENTS-AANWEZIG** : M.-h. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président-Burgemeester-Voorzitter; MM.-hh. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Échevins-Schepenen; M.-h. Frederic Nimal, Echevin f.f.-Schepenen wnd.; MM.-hh. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mme-mevr. Adelheid Byttebier, Échevins-Schepenen; MM.-hh. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mme-mevr. Cécile Jodogne, M.-h. Emin Ozkara, Mmes-mevr. Laurette Onkelinx, Isabelle Durant, M.-h. Ibrahim Dönmez, Mmes-mevr. Derya Alic, Mahinur Ozdemir, Filiz Güles, MM.-hh. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mme-mevr. Angelina Chan, MM.-hh. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Hasan Koyuncu, Mmes-mevr. Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Debora Lorenzino, MM.-hh. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mme-mevr. Lorraine de Fierlant, M.-h. Abdallah Kanfaoui, Mme-mevr. Joëlle van Zuylen, M.-h. Quentin van den Hove, Mmes-mevr. Barbara Trachte, Berrin Saglam, Asma Mettioui, M.-h. Thomas Eraly, Mme-mevr. Bernadette Vriamont, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden; M.-h. David Neuprez, Secrétaire Communal-Gemeentesecretaris.

**ABSENTS-AFWEZIG** : MM.-hh. Halis Kökten, Bram Gilles, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden.

**EXCUSÉS-VERONTSCHULDIGD** : M.-h. Mohamed El Arnouki, Échevin-Schepenen; M.-h. Yves Goldstein, Mmes-mevr. Catherine Moureaux, Sophie Querton, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden.

**EN DÉBUT DE SÉANCE-IN HET BEGIN VAN DE VERGADERING** : Mme-mevr. Alic, Mme-mevr. Trachte, Mme-mevr. Jodogne, M.-de h. Reghif, Mme-mevr. Sanhayi, M.-de Beaufort, M.-de h. Demiri, M. Kanfaoui, Mme-mevr. Güles et/en M.-de h. Sag, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden

**M. Clerfayt**, Bourgmestre, préside l'assemblée qu'il ouvre en séance publique à **18 heures et 50 minutes**.

De openbare vergadering wordt geopend om **18.50 uur** onder voorzitterschap van **mhr. Clerfayt**, Burgemeester.

Il est satisfait au prescrit de l'article 89 de la nouvelle loi communale et le procès-verbal de la séance du **04/03/2015** est tenu sur le bureau à la disposition des membres du Conseil.

Er wordt voldaan aan de voorschriften van artikel 89 van de nieuwe gemeentewet en de notulen van de vergadering van **04/03/2015** zijn ter beschikking van de raadsleden ter tafel neergelegd.

**Madame Sönmez** est désignée par le sort pour voter la première lors du vote par appel nominal.

**Mevrouw Sönmez** is door het lot aangewezen om als eerste te stemmen bij hoofdelijke stemming.

La traduction simultanée des débats est assurée par **Monsieur Van Wassenhoven**.

De vertaling staande vergadering wordt door **de heer Van Wassenhoven** verzekerd.

**SEANCE PUBLIQUE - OPENBARE VERGADERING**

SECRÉTAIRE COMMUNAL -=- GEMEENTESCRETARIS

**Assemblées -=- Vergaderingen**

**SP 1.- Procès-verbal de la séance du conseil communal du 4 mars 2015 -  
Approbation -=- Notulen van de gemeenteraad van 4 maart 2015 -  
Goedkeuring**

**SP 2.- Fonds de pension - Etat de la situation - Prendre pour information -  
=- Pensioenfonds - Stand van zaken - Ter informatie**

**Monsieur De Herde expose le point.  
Monsieur Eraly et Monsieur Verzin interviennent  
Monsieur De Herde répond  
Monsieur Bernard intervient.  
Monsieur De Herde répond**

DÉCISION DU CONSEIL -== BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -== Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL  
*Approuvé à l'unanimité.*

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;  
Vu le rapport joint relatif à la situation du fonds de pension ;  
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 24 mars 2015;  
PREND POUR INFORMATION  
le rapport relatif à la situation du fonds de pension.

DE GEMEENTERAAD  
*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;  
Gelet op het rapport in bijlage betreffende de stand van zaken van het pensioenfonds;  
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen dd 24 maart 2015;  
NEEMT TER INFORMATIE  
het rapport betreffende de stand van zaken van het pensioenfonds

\* \* \*

**Madame Alic, Madame Trachte, Madame Jodogne, Monsieur Reghif,  
Madame Sanhayi, Monsieur de Beaufort et Monsieur Demiri entrent  
en séance -== Mevrouw Alic, Mevrouw Trachte, Mevrouw Jodogne, de  
heer Reghif, Mevrouw Sanhayi, de heer de Beaufort en de heer  
Demiri treden ter vergadering.**

\* \* \*

RECEVEUR COMMUNAL -== GEMEENTEONTVANGER

**Taxes -== Belastingen**

**SP 3.- Taxe sur les débits de boissons autorisés à rester ouverts au-delà  
des heures fixées par le règlement de police - Exercices 2015 à 2019 -  
Instauration - Approbation -== Belasting op de drankgelegenheden  
toegelaten open te blijven buiten de openingsuren vastgesteld door  
het politiereglement - Dienstjaren 2015 tot 2019 - Nieuw reglement -  
Goedkeuring**

**Monsieur Özkara et Monsieur Bouhjar interviennent  
Monsieur le Bourgmestre répond  
Monsieur Bouhjar intervient  
Monsieur le Bourgmestre et Monsieur Grimberghs répondent  
Monsieur Koyuncu, Monsieur Özkara et Monsieur Verzin  
interviennent  
Monsieur le Bourgmestre répond**

DÉCISION DU CONSEIL -== BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 30 voix contre 1 et 9 abstention(s). -== Besloten, met 30 stem(men)  
tegen 1 en 9 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL  
*Décidé, par 30 voix contre 1 et 9 abstention(s).*

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;  
Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;  
Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière des taxes communales, telle que modifiée à ce jour ;  
Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;  
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;  
Vu sa délibération du 17 décembre 2014 votant le règlement fixant les redevances sur l'établissement et/ou la délivrance de certificats et de documents administratifs qui prévoit une redevance pour la constitution du dossier administratif lors d'une demande en vue de dérogation aux heures d'ouverture d'un débit de boissons ;  
Vu le règlement de police du 28 janvier 2015 relatif aux heures de fermeture des débits de boissons ;  
Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 24 mars 2015 ;  
Vu la situation financière de la commune ;  
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

**Article 1**

Il est établi, pour les exercices 2015 à 2019, une taxe communale sur les débits de boissons autorisés à rester ouverts au-delà des heures fixées par le règlement de police.

**Article 2**

Sont visés par les présentes dispositions, les débits de boissons qui ont obtenu une autorisation permanente à rester ouverts au-delà des heures fixées par le règlement de police relative aux heures de fermeture des débits de boissons.

Est à considérer comme une autorisation permanente, l'autorisation accordée par le Collège des Bourgmestre et Echevins dans le contexte de l'article 3 du règlement de police.

Cette autorisation permanente reste valable jusqu'à révocation. Cependant, elle peut être retirée sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

**Article 3**

La taxe est due pour chaque commerce exploité séparément par une même personne physique ou morale. Le taux annuel est fixé au 1er janvier 2015 à 1.500€ par commerce, et sera majoré au 1er janvier de l'année suivante au taux de 2% arrondi à l'euro le plus proche, conformément au tableau ci-dessous :

Exercice 2016	Exercice 2017	Exercice 2018	Exercice 2019
1.530 €	1.561 €	1.592 €	1.624 €

En cas d'obtention de l'autorisation permanente dans le courant de l'année, la taxe sera calculée prorata temporis. Pour l'application de la présente disposition, tout mois entamé compte en entier.

Le paiement de la taxe n'entraîne, pour la commune, aucune obligation spéciale de surveillance.

**Article 4**

Si le commerce est tenu par un gérant ou autre préposé, la taxe est due par le commettant. Il appartient, le cas échéant, au commettant de prouver qu'il exploite le commerce pour compte de tiers. Le cas échéant, la taxe est due solidairement par le propriétaire et le locataire principal du commerce.

**Article 5**

Sont exonérés de la taxe, les débits de boissons qui ont obtenu **une autorisation exceptionnelle** délivrée par le Bourgmestre comme le prévoit le règlement de police à l'article premier.

**Article 6**

Pour un exercice d'imposition donné, l'administration communale adresse une formule de déclaration au contribuable que celui-ci est tenu de lui retourner, dûment complétée et signée, au plus tard le 31 décembre de l'année qui donne son nom à cet exercice. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration a l'obligation d'en réclamer une et est tenu de la renvoyer, dûment complétée et signée, au plus tard le 31 décembre de l'année de l'exercice considéré. Cette déclaration reste valable pour les exercices d'imposition suivants jusqu'à révocation.

En cas de modification de la base imposable, le contribuable doit se procurer une nouvelle formule de déclaration et la renvoyer, dûment complétée et signée, à l'administration communale dans les dix jours de la survenance du fait. Sans préjudice des dispositions du présent règlement, le nouveau formulaire de déclaration sert de base aux enrôlements ultérieurs et vaut révocation expresse de la formule de déclaration précédente.

#### **Article 7**

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle de sa déclaration notamment en fournissant tous les documents et renseignements qui lui seront réclamés à cet effet. En cas de non remise de document, d'absence de coopération ou d'empêchement du contrôle fiscal par le contribuable ou par un tiers, une amende administrative de 50€ sera imposée. Cette amende sera établie et recouvrée selon les mêmes règles que celles prévues aux articles 9 à 11 du présent règlement.

#### **Article 8**

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la Commune dispose. Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée d'un montant égal à la moitié de la taxe due.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

Le contribuable dispose d'un délai de trente jours calendrier, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si endéans ce délai le contribuable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

#### **Article 9**

Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

#### **Article 10**

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des impôts sur les revenus de 1992.

#### **Article 11**

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux règles établies pour la perception des impôts au profit de l'Etat.

#### **Article 12**

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation contre la taxe enrôlée, la majoration éventuelle de la taxe et/ou l'amende administrative, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être introduite par écrit, signée et motivée. Elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie et l'objet de la réclamation. Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de l'examen de sa réclamation, il doit en faire la demande explicite dans sa réclamation.

Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception sera notifié dans les 15 jours après l'envoi ou du dépôt de la réclamation.

#### **Article 13**

La présente délibération entre en vigueur le 5<sup>ème</sup> jour après sa publication.

#### DE GEMEENTERAAD

*Besloten, met 30 stem(men) tegen 1 en 9 onthouding(en).*

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Gezien zijn raadsbesluit van 17 december 2014 stemmend het reglement dat de retributies vaststelt op het opmaken en/of de afgifte van getuigschriften en administratieve stukken welke een retributie voorziet bij de samenstelling van het administratief dossier op het ogenblik van een aanvraag tot een afwijking van de openingsuren van een drankgelegenheid;

Gelet op het politiereglement van 28 januari 2015 betreffende de openingsuren van slijterijen;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 maart 2015;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

#### **Artikel 1**

Er wordt, voor de dienstjaren 2015 tot 2019, een belasting gevestigd op de drankgelegenheden toegelaten open te blijven buiten de openingsuren vastgesteld door het politiereglement.

#### **Artikel 2**

Worden beoogd door de huidige bepalingen, de drankgelegenheid die een bestendige toelating heeft bekomen om open te blijven buiten de uren vastgesteld door het politiereglement betreffende de openingsuren van slijterijen.

Wordt beschouwd als bestendige toelating, de toelating verleend door het College van Burgemeester en Schepenen in de context van artikel 3 van het politiereglement.

Deze toelating blijft geldig tot herroeping. Echter, kan zij worden ingetrokken zonder op enige vergoeding aanspraak te kunnen maken.

#### **Artikel 3**

De belasting is verschuldigd voor elke drankgelegenheid welke door éénzelfde natuurlijke- of rechtspersoon afzonderlijk wordt uitgebaat. De jaarlijkse aanslagvoet is vastgesteld per 1 januari 2015 op 1.500€ per drankgelegenheid, en zal op 1 januari van het volgende jaar worden verhoogd met 2%, afgerond naar de dichtstbijzijnde euro, volgens onderstaande tabel:

Dienstjaar 2016	Dienstjaar 2017	Dienstjaar 2018	Dienstjaar 2019
1.530 €	1.561 €	1.592 €	1.624 €

Wanneer een bestendige toelating wordt verkregen in de loop van het jaar, wordt de belasting prorata temporis berekend. Voor de toepassing van deze bepaling, wordt iedere begonnen maand in haar totaliteit genomen.

De betaling van de belasting houdt voor de Gemeente niet in, de verplichting om in dit opzicht een bijzonder toezicht uit te oefenen.

#### **Artikel 4**

Indien de drankgelegenheid door een zaakwaarnemer of andere aangestelde wordt opgehouden, is de belasting door de opdrachtgever verschuldigd. Desgevallend komt het aan de opdrachtgever toe te bewijzen dat hij de drankgelegenheid voor rekening van een derde uitbaat. De belasting is solidair verschuldigd door de eigenaar en de voornaamste huurder van de drankgelegenheid.

#### **Artikel 5**

Worden vrijgesteld, de drankgelegenheden die een **uitzonderlijke toelating** hebben bekomen zoals voorzien in het politiereglement, eerste artikel.

#### **Artikel 6**

Voor een welbepaald aanslagjaar laat het Gemeentebestuur een aangifteformulier geworden aan de belastingplichtige, dat door hem behoorlijk ingevuld en ondertekend moet worden teruggestuurd, uiterlijk op 31 december van het jaar dat zijn naam geeft aan het dienstjaar. De belastingplichtigen die geen aangifteformulier ontvangen hebben, worden verzocht er één te vragen en zijn ertoe gehouden deze terug te sturen, behoorlijk ingevuld en ondertekend, uiterlijk op 31 december van het desbetreffende dienstjaar. De aangifte blijft geldig voor de volgende dienstjaren, tot herroeping.

In het geval van wijzigingen in de belastinggrondslag, moet de belastingplichtige een nieuw aangifteformulier aanvragen en deze naar behoren invullen, ondertekenen en terugsturen naar de gemeente dit binnen de tien dagen na het ontstaan van de gebeurtenis. Onverminderd de bepalingen van deze verordening, de nieuwe aangifte vormt de basis bij de volgende inkohierungen en herroept uitdrukkelijk het vorige aangifteformulier.

### **Artikel 7**

De belastingplichtige wordt ertoe gehouden de controle van zijn aangifte te vergemakkelijken voornamelijk door het verstrekken van alle documenten en inlichtingen die hem hierbij zouden worden gevraagd. Bij het niet voorleggen van documenten, gebrek aan medewerking of verhinderen van de fiscale controle door de belastingplichtige of een derden, wordt een administratieve geldboete opgelegd van 50€. Deze boete wordt gevestigd en ingevorderd volgens dezelfde regels als voorzien in de artikels 9 tot 11 van dit reglement.

### **Artikel 8**

Het ontbreken van de aangifte binnen de voorziene termijnen, of de onjuiste, onvolledige of onduidelijke aangifte vanwege de belastingplichtige zal de aanslag van ambtshalve worden gevestigd op basis van de gegevens waarover de Gemeente beschikt. In dit geval zal de ingekohierde belasting worden verhoogd met het bedrag gelijk aan de helft van de verschuldigde belasting. Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve inkohiering, zal het gemeentebestuur per aangetekend schrijven, de motieven betekenen aan de belastingplichtige, welke aanleiding geven tot deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd, de manier waarop deze elementen werden vastgesteld en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de betekening, om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden.

Het gemeentebestuur zal aan het einde van deze periode overgaan tot de ambtshalve inkohiering indien de belastingplichtige geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigt.

### **Artikel 9**

De kohieren van de belasting worden door het College van Burgemeester en Schepenen opgemaakt en uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar afgesloten en uitvoerbaar verklaard.

### **Artikel 10**

De belasting is te betalen binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij gebrek aan betaling binnen de vastgestelde termijn zullen verwijlinteressen worden gevorderd, berekend volgens de bepalingen vastgelegd in artikel 414 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen voor 1992

### **Artikel 11**

De belasting is door de Gemeenteontvanger ingevorderd volgens de regels vastgesteld voor het innen van belastingen ten voordele van de Staat.

### **Artikel 12**

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan een bezwaar indienen tegen de belasting, de eventuele verhoging van de belasting en/of de administratieve boete, bij het College van Burgemeester en Schepenen, die als bestuursoverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift schriftelijk gebeuren, ondertekend en met redenen omkleed zijn. Het bezwaar moet vermelden: de naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingplichtige waarvoor de belasting is vastgesteld alsook het onderwerp van het bezwaar. Indien de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger wenst gehoord te worden in het kader van het onderzoek van zijn bezwaar, moet hij dit uitdrukkelijk vragen in zijn bezwaarschrift.

De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van nietigheid, binnen de termijn van drie maanden te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Van het bezwaarschrift zal schriftelijk ontvangst bericht worden binnen de 15 dagen na de verzending of de indiening van het bezwaarschrift.

### **Artikel 13**

Dit onderhavige raadsbesluit treedt in voege de 5<sup>de</sup> dag na zijn afkondiging.

EQUIPEMENT -- UITRUSTING

**Contrôle -- Controle**

**SP 4.- ASBL Atout couleur - Comptes 2013 - Prise d'acte -- VZW Atout couleur - Rekeningen 2013 - Akte nemen**

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL  
*Approuvé à l'unanimité.*

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale.

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions.

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 3.000 €.

Vu délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales.

Vu la délibération du Conseil communal du 27 novembre 2010 adoptant l'amendement apporté aux articles 2 ; 4 ; 5 ; 8 ; 9 ; 10 ; 12 ; 13 et 14 du règlement relatif aux subventions communales.

Considérant que les comptes 2013 de l'ASBL «Atout couleur» affichent un résultat positif de 5.822,00€ et des fonds propres s'élevant à 80.820,00€ pour l'exercice 2013.

Vu la décision du 17 mars 2015 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 5.822,00€ et des fonds propres s'élevant à 80.820,00€ pour l'exercice 2013.

PREND ACTE :

Des comptes 2013 de l'ASBL «Atout couleur», déposés au dossier, qui affichent un résultat positif de 5.822,00€ et des fonds propres s'élevant à 80.820,00€.

DE GEMEENTERAAD  
*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet.

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen.

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigen van een toelage groter dan of gelijk aan 3.000€ toe te passen.

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt.

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 november 2010 die de aanpassing van artikelen 2 ; 4 ; 5 ; 8 ; 9 ; 10 ; 12 ; 13 en 14 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt.

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Atout couleur" een positief saldo van 5.822,00€ en eigen vermogen ter waarde van 80.820,00€ voor het dienstjaar 2013 vertonen.

Gelet op de beslissing van 17 maart 2015 waar het College akte neemt van het negatief saldo van 5.822,00€ en eigen vermogen van 80.820,00€ voor het dienstjaar 2013

NEEMT AKTE :

van de rekeningen 2013 van de VZW "Atout couleur", bij het dossier gehecht, die een positief saldo van 5.822,00€ en eigen vermogen van 80.820,00€ vertonen.

**SP 5.- Eglise Anglicane Unifiée (Ixelles) - Budget 2015- Avis favorable ==-  
Verenigde Anglicaanse Kerk (Elsene) - Begroting 2015 - Gunstig advies**

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL  
*Approuvé à l'unanimité.*

Vu l'article 37 du décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises modifié par l'ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 2004,

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes,

Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale,

Vu l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés,

Vu le budget de l'exercice 2015 de l'Eglise Anglicane Unifiée, arrêté par le Conseil de Fabrique,

Considérant qu'aucune intervention communale n'est sollicitée par cette administration fabricienne  
DECIDE :  
d'avis favorablement le budget de l'exercice 2015 de l'Eglise Anglicane Unifiée tel qu'il a été dressé par le Conseil de Fabrique.

DE GEMEENTERAAD  
*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op artikel 37 van het keizerlijk decreet dd. 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken gewijzigd per ordonnantie van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004  
Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten,  
Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe Gemeentewet,  
Gelet op de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen,  
Gelet op de begroting van het dienstjaar 2015 van Verenigde Anglicaanse Kerk, vastgesteld door de Raad van de Kerkfabriek,  
Overwegende dat geen enkele gemeentelijke tussenkomst door de Kerkfabriek gevraagd wordt  
BESLUIT :  
een gunstig advies te verlenen aan de begroting voor het dienstjaar 2015 van de Verenigde Anglicaanse kerk zoals ze werd opgesteld door de Raad van de kerkfabriek

**SP 6.- Fabrique d'Eglise Saint Albert - Compte 2014 - Aviser favorablement -- Kerkfabriek van Sint-Albertus - Rekening van 2014 - Gunstig adviseren**

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD  
Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL  
*Approuvé à l'unanimité.*

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809, modifié par l'ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 2004,  
Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;  
Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;  
Vu l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés;  
Vu l'arrêté du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale approuvant le budget 2014 de la Fabrique d'Eglise Saint Albert;  
Vu le compte de l'exercice 2014 de la Fabrique d'Eglise Saint Albert,  
Attendu que ce compte a été arrêté comme suit par l'administration fabricienne :

Recettes	Dépenses	Déficit
42.064,98€	51.508,54€	9.443,56€

De petits dépassements de crédits sont à constater et selon les préceptes budgétaires, l'administration fabricienne aurait dû introduire une modification budgétaire – remarque en a été faite à la Fabrique d'Eglise - cependant certaines dépenses prévues n'ont pas été réalisées et l'une compensant l'autre, l'administration fabricienne présente un solde positif.

DECIDE :  
d'avis favorablement le compte de l'exercice 2014 de la Fabrique d'Eglise Saint Albert.

DE GEMEENTERAAD  
*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809, gewijzigd per ordonnantie van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004,  
Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten ;  
Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe Gemeentewet ;



Gelet op de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen ;  
 Gelet op de ministerieel besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke regering die de begroting voor het dienstjaar 2014 van Sint- Albertus goedgekeurd;  
 Gelet op de rekening over het dienstjaar 2014 van de Kerkfabriek van de Sint Albertus;

Overwegende dat deze rekening als volgt door het kerkbestuur werd vastgesteld :

Ontvangsten	Uitgaven	Tekort
42.064,98 €	51.508,54€	9.443,56€

Kleine kredietoverschrijdingen zijn vast te stellen en volgens de begrotingsvoorschriften had het kerkbestuur begrotingswijzigingen moeten indienen – een opmerking werd erover aan de Kerkfabriek gemaakt - maar sommige voorziene uitgaven werden niet uitgevoerd en het ene compenseert het andere, het kerkbestuur stelt positieve overschot.

BESLUIT :

een gunstig advies te verlenen aan de rekening over het dienstjaar 2014 van de Kerkfabriek van Sint Albertus.

**SP 7.- Fabrique d'Eglise Sainte Famille - Budget 2015 - Avis favorable --  
 Kerkfabriek van Heilige Familie – Begroting van 2015 - Gunstig  
 adviseren**

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL  
*Approuvé à l'unanimité.*

Vu l'article 37 du décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises modifié par l'ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 2004

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés ;

Vu le budget de l'exercice 2015 de la Fabrique d'Eglise Sainte Famille, arrêté par le Conseil de Fabrique.

Considérant la demande d'intervention extraordinaire de la Fabrique d'Eglise de 15.000 €.

Considérant la décision du Collège du 24 février 2015 n'approuvant pas l'octroi d'une intervention extraordinaire de 15.000 €

Considérant que ce budget doit être modifié comme suit:

- article 25 des recettes extraordinaires (subside extraordinaire de la commune) ramener le montant à 0 € au lieu de 15.000€
- article 28d des recettes extraordinaires (Autres recettes extraordinaires) : inscrire le montant de 15.000 au lieu de 0

Après ces corrections, le budget peut être résumé comme suit:

Recettes: 118.183,47€

Dépenses:118.183,47 €

DECIDE

sous réserve des remarques qui précèdent, émettre un avis favorable sur budget de l'exercice 2015 de la Fabrique d'Eglise Sainte Famille

DE GEMEENTERAAD  
*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op artikel 37 van het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken gewijzigd per ordonnantie van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediens ten ;

Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen ;

Gelet op de begroting van het dienstjaar 2015 van de Kerkfabriek van Heilige Familie , vastgesteld door de Raad van de Kerkfabriek  
Gezien de vraag van de kerkfabriek voor een buitengewone tussenkomst van 15.000 €

Gezien de beslissing van 24 februari 2015 van het college van burgemeester en schepenen tot niet goedkeuring van de toekenning van buitengewone tussenkomst van 15.000 €

Overwegende dat deze begroting 2015 als volgt moet gewijzigd worden:

- artikel 25 van de buitengewone ontvangsten (Buitengewone toelagen van de gemeente) het bedrag op 0€ in plaats van op 15.000€ te brengen
- artikel 28d van buitengewone ontvangsten (andere buitengewone ontvangsten) het bedrag op 15.000 € in plaats van op 0 € te inschrijven

Na deze verbeteringen kan de begroting als volgt samengevat worden:

Ontvangsten: 118.183,47 €

Uitgaven: 118.183,47€

**BESLUIT**

onder voorbehoud van voorafgaande opmerkingen, een gunstig advies te verlenen over de begroting voor het dienstjaar 2015 van de kerkfabriek van Heilige Familie

**SP 8.- Fabrique d'Eglise Saint Servais - Budget 2015 - Aviser défavorablement -- Kerkfabriek van Sint Servatius - Begroting 2015 - Ongunstig adviseren**

**Monsieur Verzin intervient**

**Monsieur Noël répond**

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

*Approuvé à l'unanimité.*

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809,

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes,

Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale,

Vu l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés;

Vu le budget de l'exercice 2015 de la Fabrique d'Eglise de Saint Servais, arrêté par le Conseil de Fabrique,

Attendu que cette administration fabricienne ne parvient à présenter son budget 2015 en équilibre qu'en y inscrivant une intervention communale de 76.176,04 €, DECIDE

d'aviser défavorablement le budget de l'exercice 2015 de la Fabrique d'Eglise Saint Servais tel qu'il a été dressé par le Conseil de Fabrique

1. de ne pas accorder à cette administration fabricienne un subside communal ordinaire de 76.176,04 €
2. de ne pas imputer cette dépense au budget communal 2015

DE GEMEENTERAAD

*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op het keizerlijke decreet dd. 30 december 1809,

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten,

Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe Gemeentewet,

Gelet op de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen;

Gelet op de begroting van het dienstjaar 2015 van de Kerkfabriek van Sint Servatius vastgesteld door de Raad van de Kerkfabriek,

Overwegende dat de administratie van deze kerkfabriek er enkel in slaagt om zijn begroting 2015 in evenwicht te brengen door een gewone gemeentelijke tussenkomst van 76.176,04 € in te schrijven,

## BESLUIT

een ongunstig advies te verlenen aan de begroting van het dienstjaar 2015 van de Kerkfabriek Sint Servatius zoals ze werd opgesteld door de Raad van kerkfabriek

1. aan deze administratie van de kerkfabriek geen gewone subsidie van 76.176,04 € toe te kennen
2. deze uitgave niet te boeken op de gemeentelijk begroting 2015

\* \* \*

**Monsieur Kanfaoui entre en séance -- De heer Kanfaoui treedt ter vergadering**

\* \* \*

## **Achats -- Aankopen**

**SP 9.- Service Schaerbeek Propreté & Espaces Verts - Émetteurs-récepteurs - Modification du marché en cours d'exécution entraînant une dépense supplémentaire de plus de 10% - Pour Information -- Dienst Schaerbeek Netheid & Groene Ruimtes - Zenders-ontvangers - Wijziging van de opdracht in de loop van de uitvoering ervan waaruit een bijkomende uitgave van meer dan 10% voortvloeit -Ter informatie**

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

*Approuvé à l'unanimité.*

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la décision du 2 décembre 2014 du Collège des Bourgmestre et Echevins

approuvant le mode de passation et les conditions d'un marché pour une dépense estimée de 2.053,52€ ayant pour objet « Acquisition de matériel pour les différents services communaux » tel que décrit dans le cahier des charges SCHA/EQUIP/2014/060 et prise pour information par le conseil communal en sa séance du 17 décembre 2014 ;

Vu la décision du 30 décembre 2014 du Collège des Bourgmestre et Echevins attribuant le marché;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 17 mars 2015

approuvant la modification des conditions du lot 21 du marché en cours d'exécution relatif à l'acquisition d'émetteurs-récepteurs, entraînant une dépense supplémentaire de plus de 10%;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

PREND POUR INFORMATION :

1. La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 17 mars 2015 approuvant la modification du marché en cours d'exécution du marché ayant pour objet « Acquisition de matériel pour les différents services communaux » tel que décrit dans le cahier des charges SCHA/EQUIP/2014/060 entraînant une dépense supplémentaire de 10 % (307,99 €) ;
2. La dépense de 2.361,51€ TVAC sera imputée sur les articles 876/744EQ-51/2014-14 et 876/744-51/14 des budgets extraordinaires 2014 et 2015

DE GEMEENTERAAD  
*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;  
Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;  
Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;  
Gelet op het Koninklijk Besluit van 15 juli 2011 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren;  
Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;  
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest;  
Gelet op de beslissing van 2 december 2014 van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij de gunningswijze en de voorwaarden van de opdracht goedgekeurd werden tegen een geschatte uitgave van 2.053,52€ met als voorwerp « Aankoop van materiaal voor de verschillende gemeentediensten » zoals beschreven in het bestek SCHA/EQUIP/2014/060 en waarvan de gemeenteraad in kennis gesteld werd tijdens de zitting van 17 december 2014;  
Gelet op de beslissing van 30 december 2014 van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij de opdracht gegund werd;  
Gelet op de beslissing van 17 maart 2015 van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij de voorwaarden van perceel 21 van de opdracht betreffende de aankoop van zenders- ontvangers tijdens de uitvoering gewijzigd werden en waardoor een meerkost ontstaat van meer dan 10 %.  
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen:

NEEMT TER INFORMATIE :

1. De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 17 maart 2015 tot goedkeuring van de wijziging tijdens de uitvoering van de opdracht met als voorwerp "Aankoop van materiaal voor de verschillende gemeentediensten", zoals beschreven in het bestek SCHA/EQUIP/2014/060, en waaruit een bijkomende uitgave van meer dan 10% voortvloeit (307,99 €) ;
2. De uitgave van 2.361,51€ BTW inbegrepen zal geboekt worden op artikelen 876/744EQ-51/2014-14 en 876/744-51/14 van de buitengewone begrotingen van 2014 en 2015;

DÉVELOPPEMENT STRATÉGIQUE ET DURABLE -==- STRATEGISCHE EN DUURZAME ONTWIKKELING

**Programme de prévention urbaine -==- Programma voor stadspreventie**

**SP 10.- Espaces de proximité - Occupation de l'Espace 208 par l'asbl**

**Espace P - Approbation -==- Wijkruimtes - Bezetting van het Buurthuis  
208 door de vzw "Espace P" - Goedkeuring**

DÉCISION DU CONSEIL -==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

*Approuvé à l'unanimité.*

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale

Vu l'ajout de la nouvelle annexe au règlement général d'occupation des locaux et terrains communaux pour l'occupation des espaces de proximité décidée au Collège des Bourgmestres et Echevins du 02 décembre 2014 et au Conseil communal du 17 décembre 2014.

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 03.03.2015 approuvant l'occupation de l'Espace 208 par l'asbl "Espace P" pour une réunion de travail.

DECIDE :

de marquer son accord sur l'occupation le jeudi 05 mars 2015 de 9h à 12h et le jeudi 02 avril de 9h30 à 16h30 de la grande salle de l'Espace 208 par l'asbl "Espace P" selon la nouvelle gestion des espaces de proximité.

DE GEMEENTERAAD  
*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet.

Gelet op de toevoeging van een bijlage bij het algemene reglement voor het gebruik van gemeentelijke lokalen en terreinen die regelt de bezetting van de wijkruimtes beslist aan het College van Burgemeester en Schepenen dd. 02.12.2014 en aan de Gemeenteraad dd.17.12.2014.

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 03.03.2015 goedkeurend de bezetting van de grote zaal van de "Buurthuis 208" door de vzw "Espace P" voor een teamvergadering.

BESLUIT :

toestemming te geven voor de bezetting, op donderdag 5 maart 2015 van 9.00 uur tot 16.30 uur, van de grote zaal van het "Buurthuis 208" door de vzw "Espace P" volgens het nieuw beheer van de wijkruimtes.

**SP 11.- Espaces de proximité - Occupation de l'espace 208 par Jongeren tegen racisme asbl - Approbation ==- Wijkruimtes - Bezetting van het Buurthuis 208 door de vzw "Jongeren tegen racisme" - Goedkeuring**

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

*Approuvé à l'unanimité.*

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale

Vu l'ajout de la nouvelle annexe au règlement général d'occupation des locaux et terrains communaux pour l'occupation des espaces de proximité décidée au Collège des Bourgmestre et Echevins du 02 décembre 2014 et au Conseil communal du 17 décembre 2014.

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 17.03.2015 régularisant l'occupation de la salle du 208 par l'asbl "Jongeren Tegen racisme" pour une activité de sensibilisation d'élèves à la multiculturalité.

DECIDE :

De marquer son accord sur l'occupation du vendredi 13 mars 2015 de la salle de l'espace 208 par l'asbl "Jongeren Tegen Racisme" selon la nouvelle gestion des espaces de proximité.

DE GEMEENTERAAD  
*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet.

Gelet op de toevoeging van een bijlage bij het algemene reglement voor het gebruik van gemeentelijke lokalen en terreinen die regelt de bezetting van de wijkruimtes beslist aan het College van Burgemeester en Schepenen dd. 02.12.2014 en aan de Gemeenteraad dd.17.12.2014.

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 17.03.2015 goedkeurend de regularisatie van de bezetting van de zaal van de ruimte "208" door de vzw "Jongeren Tegen Racisme" voor een activiteit van traditionele dans door een sensibilisatie van leerlingen aan de multiculturaliteit.

BESLUIT :

toestemming te geven aan de vzw "Jongeren Tegen Racisme" om de zaal van de ruimte 208 te gebruiken op vrijdag 13 maart 2015 onder het nieuw beheer van de wijkruimtes.

**SP 12.- Programme de Prévention Urbaine - Cellule de coordination - 2015 - Adhésion au Forum Européen pour la Sécurité Urbaine (FESU) - Approbation ==- Programma voor Stadspreventie - Coördinatiecel - 2015 - Aansluiting aan het Europees Forum voor de Stadsveiligheid (FESU) - Goedkeuring**

**Monsieur le Bourgmestre expose**

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL  
*Approuvé à l'unanimité.*

Vu la nouvelle loi communale,  
Vu les articles 117 et 123,  
Considérant que le Forum Européen pour la sécurité urbaine regroupe 250 villes et collectivités territoriales dans 18 pays européens.  
Considérant que l'objectif de ce réseau est de promouvoir le rôle des pouvoirs locaux dans les politiques de prévention, et de la délinquance à travers toute l'Europe.  
Considérant que l'EFUS fédère sept Forums nationaux pour la sécurité urbaine: Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie, Luxembourg et Portugal.  
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 24 février 2015;  
DECIDE :  
D'approuver l'adhésion pour l'année 2015 de la commune de Schaerbeek au Forum Européen pour la Sécurité Urbaine.

DE GEMEENTERAAD  
*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op de nieuwe gemeentewet,  
Gelet op de artikelen 117 en 123,  
Overwegende dat de Europees Forum voor stedelijke veiligheid 250 steden en territoriale collectiviteiten binnen 18 Europese landen bijeenbrengt.  
Overwegende dat de doelstelling van dit netwerk het promoten van de rol van lokale overheden in het preventiebeleid van het delinquent gedrag in heel Europa betreft.  
Overwegende dat de "FESUS" zeven nationale forums voor stedelijke veiligheid verenigt (Duitsland, België, Spanje, Frankrijk, Italië, Luxemburg en Portugal)  
Op voorstel van het College Burgemeester en Schepenen van 24 februari 2015  
BESLUIT :  
het lidmaatschap aan de Europees Forum voor stedelijke veiligheid van Gemeente Schaarbeek goed te keuren voor het jaar 2015.

**SP 13.- Semja - PPU - Adhésion de la commune de Schaerbeek à la charte de collaboration Assistant de Justice – Service d'Encadrement -  
Approbation --- Semja - PPU - Samenwerkingshandvest tussen het Franstalig Justitiehuis van Brussel en de omkaderingsdiensten  
Alternatieve Gerechtelijke Maatregelen van Brussel - Goedkeuring**

DÉCISION DU CONSEIL --- BESLISSING VAN DE RAAD  
Approuvé à l'unanimité. --- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL  
*Approuvé à l'unanimité.*

Vu la nouvelle loi communale,  
Vu les articles 117 et 123,  
Considérant que le Service d'Encadrement des Mesures Judiciaires Alternatives de Schaerbeek (Semja) organise et encadre des mesures judiciaires alternatives en collaboration étroite avec les Maisons de Justice de Bruxelles.  
Considérant que de la Charte de collaboration Assistant de Justice –Service d'Encadrement est un outil de travail plus spécifiquement adapté à la situation judiciaire actuelle sur la Région de Bruxelles-Capitale.  
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 24 mars 2015  
DECIDE :  
D'approuver l'adhésion de la commune de Schaerbeek à la charte de collaboration Assistant de Justice – Service d'Encadrement

DE GEMEENTERAAD  
*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op de nieuwe gemeentewet,  
Gelet op de artikelen 117 en 123,  
Overwegende dat de Dienst Alternatieve Gerechtelijke Maatregelen van Schaarbeek (AGM) alternatieve gerechtelijke maatregelen organiseert en omkadert in nauwe samenwerking met de Justitiehuisen van Brussel.

Overwegende dat het Samenwerkingshandvest Justitieassistent – Omkaderingsdienst een werkinstrument is dat specifiek is aangepast aan de huidige gerechtelijke situatie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.  
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 maart 2015  
BESLUIT :  
De aansluiting van de gemeente Schaarbeek bij het Samenwerkingshandvest Justitieassistent – Omkaderingsdienst goed te keuren.

**SP 14.- Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2014 - Convention TRANSIT 2014 - Régularisation - Approbation ==- Strategisch Plan voor Preventie en Veiligheid 2014 - TRANSIT Overeenkomst 2014 - Regularisatie - Goedkeuring**

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL  
*Approuvé à l'unanimité.*

Le centre d'accueil pour toxicomanes « Transit » est subventionné par l'Etat Fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale par l'intermédiaire de 10 communes bruxelloises dont celle de Schaarbeek ;  
Vu l'obligation pour la Commune de respecter ses engagements contractuels vis-à-vis du pouvoir subsidiant;  
Vu la nécessité de reconduire chaque année la convention liant le Centre Transit et la Commune ;  
Vu l'importance sociale que revêt la lutte contre la toxicomanie, notamment dans les quartiers défavorisés ;  
Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;  
Vu l'arrêté royal du 7 novembre 2013 relatif au plan stratégique de sécurité et de prévention 2014-2017;  
Vu l'arrêté royal du 9 avril 2007 déterminant les modalités d'octroi, d'utilisation et de contrôle de l'allocation financière des villes et communes bénéficiaires d'un plan stratégique de sécurité et de prévention ;  
Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins du 24 maart 2015 ;  
DECIDE  
d'approuver la convention entre la Commune et le Centre Transit du 01/01/2014 au 31/12/2014, conformément au Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2014-2017.

DE GEMEENTERAAD  
*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Het onthaalcentrum voor druggebruikers "Transit" wordt door de Federale Staat, het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, door tussenkomst van 10 Brusselse Gemeenten waaronder Schaarbeek, gesubsidieerd;  
Aangezien de verplichting, voor de Gemeente, om haar contractuele verbintenissen tegenover de subsidiërende overheid na te komen;  
Aangezien de nood om de overeenkomst met het Transit Centrum jaarlijks te hernieuwen;  
Aangezien het sociale belang van de strijd tegen druggebruik, vooral in minderbegunstigde wijken;  
Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;  
Gelet op het koninklijk besluit van 7 november 2013 betreffende de strategische veiligheids- en preventieplannen 2014-2017;  
Gelet op het koninklijk besluit van 9 april 2007 tot bepaling van de toekennings-, aanwendings- en controlevoorwaarden van de financiële toelage van de steden en gemeenten die begunstigde zijn van een strategisch veiligheids- en preventieplan;  
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 maart 2015;  
BESLUIT  
de overeenkomsten tussen de Gemeente en het Centrum Transit voor de periode van 01/01/2014 tot 31/12/2014 goed te keuren, in overeenstemming met het Strategisch Plan voor Preventie en Veiligheid 2014-2017

**SP 15.- Plan communal de contrôle de la Prostitution - Pour information -  
=- Gemeentelijk Plan inzake de controle over de Prostitutie - Ter  
informatie**

**Monsieur le Bourgmestre expose le point  
Monsieur Dönmez, Madame Durant, Madame Jodogne, Monsieur van  
den Hove, Monsieur Verzin et Monsieur Bernard interviennent.  
Monsieur le Bourgmestre répond.  
Monsieur Verzin et Monsieur Bernard interviennent  
Monsieur le Bourgmestre répond**

DÉCISION DU CONSEIL -=- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -=- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL  
*Approuvé à l'unanimité.*

Considérant la présence de la prostitution dans le quartier Nord depuis le XIXe siècle, au moins;  
Considérant que celle-ci est exclusivement une prostitution de vitrine et que tout autre type de prostitution visible n'est plus toléré depuis le début des années 2000;  
Considérant que cette prostitution de vitrine est installée dans la rue d'Aerschot (entre Saint-Josse et l'avenue de la Reine) et dans les rues Linné et des Plantes;  
Considérant le Diagnostic communal de prostitution réalisé en 2009 et aboutissant à un certain nombre de recommandations;  
Vu le Règlement communal de Police en matière de prostitution adopté par le Conseil communal de juin 2011 et entré en vigueur le 1er septembre 2011;  
Vu le Règlement communal d'Urbanisme sur les lieux de prostitution en vitrine adopté par le Conseil communal de juin 2011 et entré en vigueur le 5 juillet 2012;  
Considérant la nécessité pour l'autorité communale de prendre en compte cette présence importante de l'activité prostitutionnelle sur son territoire et d'en gérer les conséquences sur le cadre de vie dans le quartier Nord;  
Sur proposition du Collège  
PREND POUR INFORMAITON  
le Plan communal de contrôle de la Prostitution en cours d'application.

DE GEMEENTERAAD  
*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Overwegende de aanwezigheid van prostitutie in de Noordwijk tenminste sinds op z'n minst de XIXe eeuw;  
Overwegende dat deze uitsluitend een raamprostitutie betreft en dat alle andere soorten van zichtbare prostitutie sinds het begin van de jaren 2000 niet meer getolereerd zijn;  
Overwegende dat deze raamprostitutie zich op de Aarschotstraat (tussen Sint-Joost en Koninginnelaan) en in de Linné- en de Plantenstraat zich bevindt;  
Overwegende de Gemeentelijke Diagnostiek Prostitutie, uitgevoerd in 2009, en leidende tot een bepaald aantal aanbevelingen;  
Gezien het Prostitutie Gemeentelijk reglement, goedgekeurd door de gemeenteraad van juni 2011 en van kracht geworden op 1 september 2011;  
Gezien het Gemeentelijke Stedenbouwkundige verordening over de plaatsen van raamprostitutie, goedgekeurd door de gemeenteraad van juni 2011 en van kracht geworden op 5 juli 2012;  
Overwegende het noodzaak voor de gemeente om deze aanzienlijke aanwezigheid van prostitutieactiviteiten op haar grondgebied in aanmerking te nemen en om de gevolgen ervan op de levensomgeving in de Noordwijk aan te pakken  
Op voorstel van het college,  
NEEMT TER INFORMATIE  
het toegepast Plan inzake de controle over de Prostitutie.

\* \* \*

**Madame Güles entre en séance -=- Mevrouw Güles treedt ter  
vergadering**

\* \* \*



**Subventions et partenariats ==- Subsidies en partnerships**

**SP 16.- \*\*\*\*\* POINT RETIRE \*\*\*\*\* Politique de la Ville - Convention 2015 -  
Approbation ==- \*\*\*\*\* PUNT INGETROKKEN \*\*\*\*\* Stedelijk beleid -  
Overeenkomst 2015 - Goedkeuring**

Ce point est retiré de l'ordre du jour ==- Dit punt wordt aan de agenda onttrokken.

**SERVICES GÉNÉRAUX ==- ALGEMENE ZAKEN**

**Police administrative ==- Administratieve politie**

**SP 17.- Sanctions administratives - Ratification du protocole d'accord  
relatif aux sanctions administratives communales en cas d'infractions  
mixtes - Approbation ==- Administratieve sancties - Ratificering van het  
protocolakkoord met betrekking tot de gemeentelijke administratieve  
sancties in geval van gemengde inbreuken - Goedkeuring**

**Monsieur le Bourgmestre expose  
Madame Trachte, Madame Jodogne et Monsieur Bernard  
interviennent  
Monsieur le Bourgmestre répond.**

**DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD**

Décidé, par 39 voix contre 1 et 0 abstention(s). ==- Besloten, met 39 stem(men)  
tegen 1 en 0 onthouding(en).

**LE CONSEIL COMMUNAL**

*Décidé, par 39 voix contre 1 et 0 abstention(s).*

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014 et plus précisément l'article 23 ;  
Vu l'arrêté royal du 21 décembre 2013 fixant les conditions et le modèle du protocole d'accord en exécution de l'article 23 de la loi relative aux sanctions administratives communales ;  
Vu le règlement général de police approuvé par le Conseil communal lors de sa séance du 26 novembre 2014;  
Considérant que l'article 23 de la loi précitée prévoit qu'en matière d'infractions mixtes, un protocole d'accord peut être conclu entre le Procureur du Roi compétent et le Collège des Bourgmestre et Echevins ;  
Considérant que cet article définit le protocole d'accord comme « une convention établie entre le Collège des Bourgmestre et échevins et le procureur du Roi compétent concernant les infractions mixtes » ;  
Considérant que ce protocole a pour objet de déterminer, « a priori » et sans attendre de réponse formelle au cas par cas du Procureur du Roi, qui du Parquet ou du Fonctionnaire Sanctionnateur est compétent dans quel type de dossier en vue notamment d'éviter des transferts de dossiers et de gagner du temps afin d'éviter la prescription et l'impunité des infractions visées ;  
Considérant qu'à défaut de protocole d'accord, le Parquet dispose d'un délai de 2 mois pour faire savoir au Fonctionnaire sanctionnateur s'il souhaite poursuivre une infraction ou s'il juge opportun que cette poursuite s'effectue au niveau communal ; que le délai imparti à la Commune est fortement raccourci dans un tel scénario, avec le risque que le dossier soit prescrit avant qu'une décision ait pu être adoptée;  
Considérant que ce protocole d'accord ne vise que les contrevenants majeurs (article 2 -préambule) ;  
Considérant que la zone de police Bruxelles – Nord ( BRUNO ) travaille dans le cadre d'un même règlement général de police afin d'assurer une cohérence au sein de la zone ;  
Considérant que la loi du 24 juin 2013 permet que le protocole d'accord en matière d'infractions mixtes soit également commun à une zone de police;  
Considérant qu'il est de l'intérêt de la zone de police de travailler avec un protocole d'accord identique à l'ensemble de la zone ;  
Considérant surtout qu'il est de l'intérêt du citoyen de se voir appliquer un protocole d'accord identique quel que soit l'endroit où il se trouve dans la zone ;  
Considérant que le Procureur général a émis un avis positif sur le présent projet de protocole d'accord ;  
Considérant que le Collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 10 mars 2015 a approuvé ledit protocole d'accord ;

Considérant que la loi précitée prévoit que ce protocole doit être ratifié par le Conseil communal (art 23, §1<sup>er</sup> alinéa 1 de la loi du 24 juin 2013) ;  
Considérant que la loi précitée prévoit également que le protocole d'accord sera annexé au Règlement général de police et publié par le Collège des Bourgmestre et Echevins sur le site internet de la commune si elle en dispose et/ou par la voie d'une affiche indiquant le lieu où le texte du protocole peut être consulté par le public (art 23, §1, alinéa 6 de la loi du 24 juin 2013),

DECIDE

Article Unique:

Le Protocole d'accord en matière d'infractions mixtes ci-dessous est ratifié.

**PROTOCOLE D'ACCORD RELATIF AUX SANCTIONS ADMINISTRATIVES COMMUNALES EN CAS D'INFRACTIONS MIXTES**

**ENTRE:**

La commune de Schaerbeek, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom duquel agissent Monsieur Bernard Clerfayt, Bourgmestre, et Monsieur David Neuprez, Secrétaire communal, **en exécution d'une ratification du Conseil Communal du 1<sup>er</sup> avril 2015 ;**

**ET**

Le parquet du procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, représenté par Monsieur le procureur du Roi Jean-Marc Meilleur ;

**IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :**

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, notamment l'article 23, §1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, pour ce qui concerne les infractions mixtes, à l'exception des infractions de roulage, et l'article 23, §1<sup>er</sup>, alinéa 5, pour ce qui concerne les infractions de roulage ;

Vu les articles 119bis, 123 et 135, §2, de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu le règlement général de police du 26 novembre 2014, entré en vigueur le 6 décembre 2014 ;

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

**A. Cadre légal**

La loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales (M.B. 1<sup>er</sup> juillet 2013), ci-après dénommée "loi SAC", dispose dans son article 3, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, que le conseil communal peut prévoir dans ses règlements ou ordonnances une sanction administrative pour les infractions suivantes au Code pénal :

- Article 398
- Article 448
- Article 521, 3<sup>ème</sup> alinéa
- Article 461
- Article 463
- Article 526
- Article 534bis
- Article 534ter
- Article 537
- Article 545
- Article 559; 1<sup>o</sup>
- Article 561, 1<sup>o</sup>
- Article 563, 2<sup>o</sup>
- Article 563, 3<sup>o</sup>
- Article 563bis

Pour les infractions ci-dessus, un protocole d'accord peut être conclu entre le procureur du Roi compétent et le collège des bourgmestre et échevins ou le collège communal concernant les infractions mixtes. Ce protocole respecte l'ensemble des dispositions légales concernant notamment les procédures prévues pour les contrevenants et ne peut déroger aux droits de ceux-ci.

**B. Cadre conventionnel (autre que pour les infractions de roulage)**

**Article 1<sup>er</sup>. – Echange d'informations**

1. Toutes les parties s'engagent à collaborer et à s'informer dans les limites de leurs compétences et garantissent la confidentialité de ces échanges. A cet effet, le procureur du Roi désigne un ou plusieurs magistrats de son arrondissement, ci-après dénommé(s) le(s) "magistrat(s) de référence SAC". Les magistrats de référence pourront être contactés par la commune liée par le présent accord en cas de difficultés concernant l'application de la loi ou le présent accord, ou pour obtenir des informations sur les suites réservées à certains procès-verbaux.

2. Les coordonnées des magistrats de référence, et des personnes de référence au sein de la commune sont échangées entre les différents partenaires. La correspondance et/ou les échanges téléphoniques et/ou les courriers électroniques

relatifs aux sanctions administratives leur seront adressés.

3. Les parties s'engagent à signaler sans délai toute modification des coordonnées des personnes citées ci-dessus.

## **Article 2. – Traitement des infractions mixtes**

**Préambule :** Conformément à la circulaire n° 1/2006 du Collège des procureurs généraux (version révisée du 30/01/2014), le présent accord ne concerne que les infractions commises par des personnes majeures. Le procès-verbal concernant les faits commis par un mineur est toujours envoyé en original à la section « jeunesse » du parquet du lieu de son domicile, de celui de son tuteur ou de celui de la personne qui en a la garde, et est traité exclusivement par ce même parquet.

### ***I. Options quant aux traitements des infractions mixtes***

1. Le procureur du Roi s'engage à ne pas entamer de poursuites pour les infractions mixtes ci-après énumérées et la commune concernée s'engage à traiter les infractions dûment constatées :

**ART 448 CP :** Injures

**ART 526, 534bis, 534ter, 537, 545, 559-1°, 563-2° CP :** Dégradations (sauf sur véhicule)

**ART 561, 1° CP :** Tapage nocturne

**ART 563, 3° CP :** Voies de fait et violences légères

**ART 563 bis CP :** Visage non identifiable dans l'espace public

2. Le procureur du Roi s'engage à apporter une suite (selon les modalités de sa politique de poursuites) aux infractions mixtes ci-après énumérées, pour lesquelles aucune copie du procès-verbal n'est transmise au fonctionnaire sanctionnateur :

**ART 398 CP :** Coups et blessures volontaires

**ART 461 et 463 CP :** Vols simples

**ART 521-3° CP :** Dégradations sur véhicule

### ***II. Modalités particulières***

1. Si les faits visés dans le présent protocole sont liés à d'autres faits, ou phénomènes (p.ex. violences intrafamiliales), qui n'entrent pas en ligne de compte pour les sanctions administratives ou ont débouché sur une privation de liberté, l'application de la procédure des sanctions administratives est exclue. Il en est de même en ce qui concerne la qualité du suspect, par exemple lorsqu'il est connu comme agissant en « bande urbaine ».
2. Au cas où le fonctionnaire sanctionnateur compétent constate, en appliquant la procédure visant à infliger une amende administrative communale, que le suspect s'est manifestement encore rendu coupable d'autres délits, il dénoncera les faits, par application de l'article 29 du Code d'instruction criminelle, au magistrat de référence SAC.
3. Compte tenu de la nature des faits dénoncés, le magistrat de référence SAC décidera s'il s'engage à apporter une suite pour l'ensemble des faits y compris celui ou ceux pour lesquels la procédure administrative était engagée. Il en informera, dans un délai de 2 mois de la dénonciation, le fonctionnaire sanctionnateur lequel clôturera la procédure administrative. Sans décision du procureur du Roi, le fonctionnaire sanctionnateur n'a plus la possibilité d'infliger une amende administrative.
4. Au cas où il s'agit de constatations au sujet d'un suspect inconnu, il ne sera pas transmis de copie du procès-verbal au fonctionnaire sanctionnateur. Si le suspect initialement inconnu est identifié par la suite, le procureur du Roi peut décider de ne pas engager de poursuites et transférer l'affaire au fonctionnaire sanctionnateur compétent.

## **Article 3.**

La présente convention est conclue sous la condition résolutoire de l'annulation, par l'autorité de tutelle dont dépend la commune, de la délibération du Conseil communal approuvant la présente convention.

## **Article 4.**

Les différents partenaires se réuniront au moins une fois par an afin d'évaluer la situation et de faire le point sur les différentes procédures mises en place.

DE GEMEENTERAAD

*Besloten, met 39 stem(men) tegen 1 en 0 onthouding(en).*

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, in het bijzonder artikel 23;

Gelet op het Koninklijk besluit van 21 december 2013 tot vaststelling van de nadere voorwaarden en het model van het protocolakkoord in uitvoering van artikel 23 van de wet betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op het algemeen politiereglement, goedgekeurd door de gemeenteraad tijdens zitting van 26 november 2014 ;  
Overwegende dat artikel 23 van de voormelde wet bepaalt dat er inzake gemengde inbreuken een protocolakkoord kan worden gesloten tussen de bevoegde Procureur des Konings en het College van Burgemeester en Schepenen;  
Overwegende dat dit protocol als voorwerp heeft op voorhand en zonder te wachten op een formeel antwoord geval per geval door de Procureur des Konings wie van het Parket ofwel de sanctionerende ambtenaar bevoegd is in welk type dossier ondernemer met het oog op het vermijden van transfers van verjaringen en de straffeloosheid van de beoogde inbreuken vermeden wordt;  
Overwegende dat bij gebreke aan een protocolakkoord het Parket beschikt over een termijn van 2 maanden om de sanctionerende ambtenaar te laten weten of het wens de inbreuk te vervolgen of indien het wenselijk acht dat deze vervolgd gebeurt op gemeentelijk vlak; dat de termijn voor de gemeente sterk ingekort wordt is dergelijk scenario met het risico dat het dossier verjaard is vooraleer en beslissing kan genomen worden;  
Overwegende dat dit protocolakkoord enkel meerderjarige overtreders beoogt (artikel 2-preamble) ;  
Overwegende dat de politiezone Brussel Noord ( BRUNO ) werkt met een gemeenschappelijk algemeen politiereglement, om zodoende de coherentie binnen de zone te waarborgen;  
Overwegende dat de voormelde wet toestaat dat het protocolakkoord inzake overtredingen eveneens gemeenschappelijk is voor een politiezone; dat het in het belang is van de politiezone politiezone dat er wordt gewerkt met een identiek protocolakkoord voor de gezamenlijke zone; dat het eveneens in het belang van de burger is dat hij kan vaststellen dat er een identiek protocolakkoord op hem wordt toegepast, ongeacht de plaats waar hij zich in de zone bevindt;  
Overwegende dat de Procureur-generaal een positief advies heeft uitgebracht over het protocolakkoord dat bij de onderhavige beraadslaging gevoegd is ;  
Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 10 maart 2015 .het protocol voor akkoord heeft goedgekeurd;  
Overwegende dat de Gemeenteraad, ingevolge artikel 23 van de voormelde wet, het bijgevoegd protocolakkoord moet bekrachtigen,  
Overwegende dat de voormelde wet bepaalt dat het protocolakkoord bij het algemeen politiereglement van de betrokken gemeente zal moeten worden gevoegd en gepubliceerd door het College van Burgemeester en Schepenen op de website van de gemeente als ze over één beschikt en/of bij middel van een affiche die de plaats aanduidt waar de tekst van het protocol kan geraadpleegd worden door het publiek (artikel 23§1 al 6 van de wet van 24 juni 2013);

BESLUIT :

Enig Artikel :

Het onderstaand Protocolakkoord inzake gemengde inbreuken wordt geratificeerd :

**PROTOCOLAKKOORD MET BETREKKING TOT DE GEMEENTELIJKE ADMINISTRatieve SANCTIES IN GEVAL VAN GEMENGDE INBREUKEN TUSSEN:**

De gemeente Schaarbeek, vertegenwoordigd door haar College van Burgemeester en Schepenen/gemeentecollege, in naam waarvan de heer Bernard Clerfayt, Burgemeester, en de heer David Neuprez, Gemeentesecretaris, in uitvoering van de ratificering door de Gemeenteraad in zitting van 1 april 2015 ;

**EN**

De procureur des Konings van het gerechtelijk arrondissement Brussel, vertegenwoordigd door de heer Jean-Marc Meilleur ;

**WORDT HETVOLGENDE UITEENGEZET :**

Gezien de wet van 24 juni 2013 met betrekking op de gemeentelijke administratieve sancties, in het bijzonder artikel 23 §1er, alinea 1<sup>ste</sup>, wat betreft de gemengde inbreuken, met uitzondering van de parkeerovertradingen, en artikel 23, §1, alinea 5 voor wat betreft de parkeerovertradingen;

Gezien de artikelen 119 bis, 123 en 135 §2 van de Nieuwe gemeentewet;

Gezien het algemeen politiereglement van 26 november 2014, in voege tredend op 6 december 2014;

**WORDT HETGEEN VOLGT OVEREENGEKOMEN:**

**A. Wettelijk kader**

1. De wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties (B.S. 1 juli 2013), hierna 'GAS-wet' genoemd, bepaalt in artikel 3, 1° en 2°, dat de gemeenteraad in zijn reglementen of verordeningen kan voorzien in een administratieve sanctie voor de volgende inbreuken op het Strafwetboek:

- Artikel 398
- Artikel 448
- Artikel 521, 3<sup>delid</sup>
- Artikel 461
- Artikel 463
- Artikel 526
- Artikel 534bis
- Artikel 534ter
- Artikel 537
- Artikel 545
- Artikel 559, 1<sup>o</sup>
- Artikel 561, 1<sup>o</sup>
- Artikel 563, 2<sup>o</sup>
- Artikel 563, 3<sup>o</sup>
- Artikel 563bis

Voor de bovenstaande inbreuken kan een protocolakkoord worden gesloten tussen de bevoegde procureur des Konings en het college van burgemeester en schepenen betreffende de gemengde inbreuken. Dit protocol respecteert alle betrokken wettelijke bepalingen, in het bijzonder de voorziene procedures voor de overtreders en mag niet afwijken van hun rechten.

### **B. Conventioneel kader ( voor andere dan parkeerovertrredingen ).**

#### **Artikel 1. – Informatie-uitwisseling**

1. Alle partijen verbinden zich ertoe samen te werken en elkaar te informeren binnen de grenzen van hun bevoegdheden en zij verzekeren de vertrouwelijkheid van die uitwisselingen.

Daartoe duidt de procureur des Konings één of meer magistraten van zijn arrondissement aan, hierna de ‘referentiemagistraten GAS’ genoemd. De referentiemagistraten GAS kunnen door de door dit akkoord verbonden steden/gemeenten gecontacteerd worden in geval van moeilijkheden bij het toepassen van de wet of onderhavig protocol, of om informatie te verkrijgen over het gevolg gegeven aan bepaalde processen-verbaal.

2. De contactgegevens van de referentiemagistraten en van de referentiepersonen binnen de gemeente worden uitgewisseld tussen de verschillende partners. De briefwisseling en/of de telefoongesprekken en/of de e-mails betreffende de administratieve sancties worden aan hen gericht.

3. De partijen verbinden zich ertoe elke wijziging van de contactgegevens van voornoemde personen onverwijld te melden.

#### **Artikel 2. – Verwerking van de gemengde inbreuken**

**Preambule: Overeenkomstig de omzendbrief nr 1/2066 van het College van Procureurs generaal ( herziene versie van 30/01/2014 ), heeft deze overeenkomst enkel betrekking op inbreuken gepleegd door meerderjarigen. Het proces-verbaal betreffende feiten die gepleegd worden door een minderjarige daarvan wordt altijd het origineel gestuurd naar de sectie “ jeugd” van het parket van zijn woonplaats, van de woonplaats van de voogd of van de persoon die er de wacht over heeft, dit proces-verbaal wordt exclusief door datzelfde parket behandeld.**

##### ***1. Opties betreffende de verwerking van gemengde inbreuken***

1. De procureur des Konings verbindt zich ertoe geen vervolging in te stellen voor de hierna genoemde gemengde inbreuken en de betrokken gemeente verbindt zich ertoe de behoorlijk vastgestelde inbreuken te verwerken.

**ART. SWB 448** Beledigingen

**ART.SWB 526,534bis, 534ter, 537, 545, 559, 1<sup>o</sup>, 563, 2<sup>o</sup>**Beschadigingen ( behalve aan een voertuig )

**ART.SWB 561,1<sup>o</sup>**Nachtlawaai

**ART.SWB 563,3<sup>o</sup>** Feitelijkeheden en lichte gewelddaden

**ART.SWB 563 bis<sup>o</sup>**Onherkenbaar gezicht in openbare ruimten

2. De procureur des Konings verbindt zich ertoe gevolg te geven ( volgens de modaliteiten van zijn vervolgingsbeleid ) aan de hierna opgesomde gemengde inbreuken. Er wordt geen kopie van het proces-verbaal overgemaakt aan de sanctionerend ambtenaar:

**ART. SWB 398** Opzettelijke slagen en verwondingen

**ART. SWB 461 en 463** Gewone diefstal

**ART.SWB 521 3<sup>delid</sup>** Beschadiging van een voertuig

## **II. Bijzondere bepalingen**

1. Indien de in dit protocol bedoelde feiten verband houden met andere feiten of verschijnselen (intrafamiliaal geweld) die niet in aanmerking komen voor de administratieve sancties of die tot een vrijheidsberoving hebben geleid, is de toepassing van de procedure van de administratieve sancties uitgesloten. Hetzelfde geldt met betrekking tot de hoedanigheid van de verdachte wanneer hij gekend staat als lid van een stadsbende.
2. Indien de sanctionerend ambtenaar bij het toepassen van de procedure die tot doel heeft een gemeentelijke administratieve sanctie op te leggen, vaststelt dat de verdachte zich kennelijk aan nog andere misdrijven schuldig heeft gemaakt, meldt hij die feiten bij toepassing van artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering aan de referentiemagistraat GAS.
3. Rekening houdend met de aard van de gemelde feiten beslist de referentiemagistraat GAS of hij zich ertoe verbindt gevolg te geven aan het geheel van de feiten, met inbegrip van het (de) feit(en) waarvoor de administratieve procedure werd ingesteld. Binnen een termijn van twee maanden vanaf de melding van de feiten, brengt hij de sanctionerend ambtenaar daarvan op de hoogte, die de administratieve procedure vervolgens afsluit. Zonder beslissing van de procureur des Konings, kan de sanctionerend ambtenaar geen administratieve boete meer opleggen.
4. Wanneer er sprake is van vaststellingen met betrekking tot een onbekende verdachte, wordt er geen kopie van het proces-verbaal verzonden naar de sanctionerend ambtenaar. Wordt de aanvankelijk onbekende verdachte naderhand geïdentificeerd, dan kan de procureur des Konings beslissen om geen vervolging in te stellen en de zaak door te geven aan de bevoegde sanctionerend ambtenaar.

### **Artikel 3**

Deze overeenkomst wordt gesloten onder de ontbindende voorwaarde van de schorsing en/of de vernietiging van het uittreksel uit de notulen van de Gemeenteraad betreffende de goedkeuring van deze overeenkomst door de toezichthoudende overheid waarvan de gemeente afhangt.

### **Artikel 4**

De verschillende partijen zullen minstens één maal per jaar bijeenkomen om de situatie te evalueren en te peilen naar de verschillende procedures die werden toegepast.

## **Gestion immobilière technique -=- Technisch vastgoedbeheer**

**SP 18.- Terrain loué à Infrabel sis Rue Navez - Parcelle occupée par l'ICT Frans Fischer - Installation de 3 ruches en collaboration avec la Société Royale d'Apiculture de Bruxelles et ses Environs - Convention-type d'occupation à titre précaire à destination des apiculteurs - Approbation -=- Terrain gehuurd aan Infrabel gelegen Navezstraat - Perceel bezet door ICT Frans Fischer - Oprichten van 3 bijenkorven in samenwerking met de Société Royale d'Apiculture de Bruxelles et ses Environs - Type-bezettingsovereenkomst ten tijdelijken titel door de imkers - Goedkeuring**

### **DÉCISION DU CONSEIL -=- BESLISSING VAN DE RAAD**

Approuvé à l'unanimité. -=- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL  
*Approuvé à l'unanimité.*

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale  
Vu sa délibération du 30.04.2014 approuvant la location à Infrabel d'un terrain d'un hectare situé Rue Navez  
Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 24.06.2014 d'attribuer une parcelle de 16 ares à l'ICT Frans Fischer  
Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 24.03.2015  
Considérant qu'il y a lieu de faire droit aux conclusions de cette décision  
DECIDE

- de marquer son accord sur l'installation de 3 ruches en collaboration avec la Société Royale d'Apiculture de Bruxelles et ses Environs sur la parcelle occupée par l'ICT Frans Fischer du terrain loué à Infrabel sis Rue Navez
- d'adopter la convention-type d'occupation à titre précaire par des apiculteurs déposée au dossier

DE GEMEENTERAAD  
*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet  
Gelet op haar beraadslaging dd. 30.04.2014 goedkeurend het huur aan Infrabel van een terrein van 1 ha gelegen Navezstraat  
Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 24.06.2014 een perceel van 16a aan de ICT Frans Fischer toe te wijzen  
Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 24.03.2015  
Overwegende dat het betaamt gevolg te geven aan de conclusies van deze beslissing  
BESLIST

- akkoord te gaan met het oprichten in samenwerking met de Société Royale d'Apiculture de Bruxelles et ses Environs van 3 bijenkorven op het perceel bezet door ICT Frans Fischer van het terrein gehuurd aan Infrabel gelegen Navezstraat
- de type-bezettingsovereenkomst ten tijdelijken titel door de imkers, neergelegd in het dossier, aan te nemen

INFRASTRUCTURES == INFRASTRUCTUUR

**Architecture et Bâtiments == Architectuur en gebouwen**

**SP 19.- Acquisition d'arbres dans le cadre de divers aménagements de voirie - Majoration de la dépense - Pour information == Aankoop van bomen in het kader van verschillende weginrichtingen - Verhoging van de uitgave - Ter informatie**

DÉCISION DU CONSEIL == BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. == Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

*Approuvé à l'unanimité.*

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;  
Vu la loi du 15 juin 2006 - en particulier son article 26, §1er, 1° a - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;  
Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;  
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;  
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale;  
Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 - en particulier son article 27- modifiant la nouvelle loi communale;  
Vu la décision du collège des Bourgmestre et Echevins du 13 mai 2014 approuvant le mode de passation et fixant les conditions du marché pour l'acquisition d'arbres, estimé à 45.000 €, TVA incluse  
Vu la délibération du conseil communal du 28 mai 2014 prenant cette décision pour information  
Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 30 septembre 2014 désignant les adjudicataires, pour un montant total de 22.391,65 €, TVA incluse  
Considérant qu'une commande d'arbres complémentaire a été nécessaire dans le cadre de divers aménagements de voirie, pour un montant de 6.702,38 €, TVA incluse;  
Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 24 mars 2015 approuvant la majoration de la dépense et son engagement à l'article 421/735-60/2014/53 (financée par emprunt)  
PREND POUR INFORMATION  
La décision susmentionnée du collège des bourgmestre et échevins du 24 mars 2015.

DE GEMEENTERAAD  
*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;  
Gelet op de wet van 15 juni 2006 - inzonderheid artikel 26, §1, 1° a - betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en haar latere wijzigingen;  
Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten klassieke sectoren;  
Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;  
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;  
Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 - tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;  
Gelet op het Collegebesluit van 13 mei 2014 houdende goedkeuring van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de aankoop van bomen, geraamd op 45.000 €, BTW inbegrepen;;  
Gelet op het besluit van 28 mei 2014 waarbij de gemeenteraad de beslissing van het College ter informatie neemt;  
Gelet op het Collegebesluit van 30 september 2014 houdende aanduiding van de aannemers, voor een totaal bedrag van 22.391,65 €, BTW inbegrepen;  
Overwegende dat een bijkomende bestelling van bomen noodzakelijk was in het kader van diverse inrichtingen van wegen, voor een bedrag van 6.702, 38 €, BTW inbegrepen;  
Gelet op het Collegebesluit van 24 maart 2015 houdende goedkeuring van de verhoging van de uitgave en de vastlegging ervan op artikel 421/735-60/2014/53 (gefinancierd met een lening);  
NEEMT TER INFORMATIE  
Bovenvermeld besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 maart 2015.

**SP 20.- Ecole 16 - Déplacement d'une cabine à détente de gaz de ville  
préalablement aux travaux d'extension de l'école - Approbation --  
School 16 - Verplaatsing van een stadsgasontspanningscabine  
voorafgaand aan de uitbreidingswerken van de school - Goedkeuring**

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD  
Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL  
*Approuvé à l'unanimité.*

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;  
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale;  
Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 - en particulier son article 27- modifiant la nouvelle loi communale;  
Considérant que la commune est affiliée à l'Association Intercommunale Coopérative SIBELGA, association des communes dans un but d'utilité publique, et que cette intercommunale assure la distribution du gaz sur les territoires des communes associées;  
Vu la nécessité de déplacer une cabine à détente de gaz de ville préalablement aux travaux d'extension de l'école 16 qui débiteront sous peu;  
Vu le devis n°2000137703 du 9 mars 2015 pour un montant de 24.472,25 €;  
DECIDE :

1. approuver l'offre de prix n°2000137703 du 9 mars 2015 de SIBELGA pour le déplacement d'une cabine à détente de gaz de ville, préalablement aux travaux d'extension de l'école 16
2. confier ces travaux à SIBELGA sur base du devis annexé
3. engager la dépense de 24.472,25 € TVAC à l'article 722/724-60/-51 du budget extraordinaire de 2015
4. financer la dépense par emprunt



DE GEMEENTERAAD  
*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;  
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;  
Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 – tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;  
Overwegende dat de gemeente aangesloten is bij de Coöperatieve Intercommunale Vereniging SIBELGA, vereniging van gemeenten met als doel het openbaar nut, en dat deze intercommunale de gasdistributie verzekert op het grondgebied van de aangesloten gemeenten;  
Gelet op de noodzaak om, voorafgaand aan de uitbreidingswerken van school 16 die eerstdaags van start gaan, een stadsgasontspanningscabine te verplaatsen;  
Gelet op het bestek nr. 2000137703 van 9 maart 2015, voor een bedrag van 24.472,25 €;

BESLUIT :

1. prijsofferte nr. 2000137703 van SIBELGA van 9 maart 2015 voor de verplaatsing van een stadsgasontspanningscabine, voorafgaand aan de uitbreidingswerken van school 16, goed te keuren;
2. de werken toe te vertrouwen aan SIBELGA, op basis van het bijgevoegde bestek;
3. de uitgave van 24.472,25 €, BTW inbegrepen, vast te leggen op artikel 722/724-60/-51 van de buitengewone begroting over 2015;
4. de uitgave te financieren met een lening.

**SP 21.- Séniorie Brems - Travaux de sécurisation - Mode de passation et conditions du marché - Pour information == Seniorie Brems - Beveiligingswerken - Gunningswijze en opdrachtwaarden - Ter informatie**

DÉCISION DU CONSEIL == BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. == Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL  
*Approuvé à l'unanimité.*

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;  
Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;  
Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;  
Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (montant du marché HTVA n'atteint pas le seuil de 85.000,00 €) ;  
Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;  
Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;  
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;  
Vu les nombreuses plaintes des résidents de la séniorie Brems à propos d'altercations avec des bandes de jeunes et de tentatives d'effraction du garage du bâtiment;  
Considérant qu'il est nécessaire de sécuriser le bâtiment;  
Vu le cahier spécial des charges Scha/Infra/2015/003 établi par le département Infrastructures ;  
Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 30.000 € TVAC;  
Considérant qu'il s'agit d'un marché de travaux à lots:  
Lot 1 – Installation d'un système de contrôle d'accès au bâtiment,  
Lot 2 – Placement d'une protection mécanique périphérique (clôture),  
Lot 3 – Placement d'un système de vidéosurveillance;  
Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité après consultation de huit sociétés ;

Vu la décision du collège du 3 mars 2015 par laquelle il décide de:

1. Arrêter le mode de passation du marché de travaux (à lots) selon la procédure négociée sans publicité après consultation de huit sociétés
2. Fixer les conditions du marché selon le cahier spécial des charges Scha/Infra/2015/003
3. Imputer la dépense estimée à 30.000 € à l'article 922/724-60/-51 dès approbation du budget extraordinaire 2015
4. Financer la dépense par emprunt

PREND POUR INFORMATION

la décision du collège du 3 mars 2015

DE GEMEENTERAAD

*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad; Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur; Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 26, § 1, 1° a (limiet van 85.000,00 € excl. btw niet bereikt);

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 105;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Gelet op de talrijke klachten van de bewoners van de seniorie Brems betreffende woordenwisselingen met jongerenbendes en inbraakpogingen tot de garage van het gebouw;

Overwegende de noodzaak om het gebouw te beveiligen;

Gelet op het bijzonder bestek Sch/Infra/2015/003, opgesteld door het departement Infrastructuur;

Overwegende dat het geraamde totaalbedrag van deze opdracht 30.000 € BTWI beloopt;

Overwegende dat het gaat om een opdracht van werken in percelen;

Perceel 1 - Plaatsing van een toegangscontrolesysteem tot het gebouw

Perceel 2 - Plaatsing van een mechanische beveiliging rondom (omheining)

Perceel 3 - Plaatsing van een videobewakingsstelsel;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, na raadpleging van acht ondernemingen;

Gelet op het collegebesluit van 3 maart 2015 houdende :

1. goedkeuring van de gunningswijze van de opdracht van werken (in percelen), namelijk de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, na raadpleging van acht ondernemingen
2. vaststelling van de voorwaarden van de opdracht volgens het bijzonder bestek Scha/Infra/2015/003;
3. aanrekening van de totale uitgave van 30.000 € BTWi op artikel 922/724-60/51 van zodra de buitengewone begroting over 2015 werd goedgekeurd;
4. financiering van de kosten met een lening.

NEEMT TER INFORMATIE

het collegebesluit van 3 maart 2015

**SP 22.- Ecole 3, rue Rogier 188 - Réparation de la cloison mobile acoustique dans la salle de gymnastique suite à un vol avec effraction - Mode de passation et conditions du marché - Pour information ==- School 3, Rogierstraat 188 - Herstelling van de mobiele, akoestische scheidingswand in de turnzaal, ten gevolge van een inbraak met diefstal - Gunningswijze en opdrachtvoorwaarden - Ter informatie**

DÉCISION DU CONSEIL -==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

*Approuvé à l'unanimité.*

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;  
Vu la loi du 15 juin 2006 - en particulier son article 26, §1er, 1° a - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;  
Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;  
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;  
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale;  
Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 - en particulier son article 27- modifiant la nouvelle loi communale;  
Vu le vol avec effraction perpétré dans la nuit du 26 au 27 mai 2014 au sein de l'école communale n°3;  
Considérant qu'il en résulte d'importants dommages sur la cloison mobile de séparation de la salle de gymnastique;  
Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder aux réparations;  
Considérant qu'il convient de confier ce marché de travaux à l'entreprise désignée initialement pour le placement de ladite cloison;  
Vu son offre par mail du 23 février 2015;  
Vu le procès-verbal du collège des bourgmestre et échevins du 10 mars 2015 dans lequel celui-ci décide:

1. Désigner l'entreprise chargée initialement de la pose d'une cloison mobile de séparation dans la salle de gymnastique de l'école 3 en qualité d'adjudicataire chargé de l'exécution du marché par procédure négociée sur facture acceptée aux conditions de son offre par mail du 23 février 2015
2. Engager la dépense de 6.031,57 € TVAC à l'article 722/724-60/-51 du budget extraordinaire
3. Financer la dépense majoritairement par le dédommagement octroyé par notre compagnie d'assurances et le solde par emprunt

PREND POUR INFORMATION

La décision susmentionnée du collège des bourgmestre et échevins du 10 mars 2015.

DE GEMEENTERAAD

*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;  
Gelet op de wet van 15 juni 2006 - inzonderheid artikel 26, §1, 1° a - betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en haar latere wijzigingen;  
Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten klassieke sectoren;  
Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;  
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;  
Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 - tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;  
Gelet op de inbraak met diefstal, die gepleegd werd in de nacht van 26 op 27 mei 2014 in gemeenteschool nr. 3;  
Overwegende dat enorme schade werd toegebracht aan de mobiele scheidingswand van de turnzaal;  
Overwegende de noodzaak om tot de nodige herstellingen over te gaan;  
Overwegende dat het gepast is om deze opdracht van werken toe te vertrouwen aan de firma, die initieel werd aangeduid voor de plaatsing van genoemde wand;  
Gelet op haar offerte per mail van 23 februari 2015;

Gelet op het Collegebesluit van 10 maart 2015 houdende :

1. aanduiding van de firma, die initieel werd aangeduid als aannemer voor de plaatsing van de mobiele scheidingswand in de turnzaal van school 3, voor de uitvoering van de opdracht bij onderhandelingsprocedure op aanvaarde factuur, aan de voorwaarden van haar offerte per mail van 23 februari 2015;
2. vastlegging van de uitgave ten belope van 6.031,57 € BTW inbegrepen, op artikel 722/724-60/-51 van de buitengewone begroting;
3. financiering van de uitgave voor het grootste deel met de schadevergoeding toegekend door onze verzekeringsmaatschappij en het saldo met een lening.

NEEMT TER INFORMATIE

Bovenvermeld besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 10 maart 2015.

**SP 23.- Etude visant à la réalisation d'un cahier spécial des charges pour la maintenance URE et l'entretien périodique de quelques 250 chaudières équipant les bâtiments communaux - Marché de services - Mode de passation et conditions du marché - Pour information ==-  
Studie met het oog op de verwezenlijking van een bijzonder lastenboek voor de handhaving van een REG en het periodieke onderhoud van de ongeveer 250 stookketels waarmee de gemeentegebouwen zijn uitgerust - Opdracht van diensten - Gunningswijze en opdrachtvoorwaarden - Ter informatie**

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

*Approuvé à l'unanimité.*

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 15 juin 2006 - en particulier son article 26, §1er, 1° a - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 - en particulier son article 27- modifiant la nouvelle loi communale;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de faire appel à un bureau d'études privé pour la rédaction d'un cahier spécial des charges visant à établir un plan de maintenance URE, d'entretien périodique et de dépannage de quelques 250 chaudières équipant les bâtiments communaux;

Vu l'inscription d'un crédit de 80.000 € à l'article 104/733-60/-51 du budget extraordinaire 2015 pour le paiement d'honoraires pour la rédaction de cahiers des charges en techniques spéciales;

Vu le procès-verbal du collège des bourgmestre et échevins du 17 mars 2015 dans lequel celui-ci décide:

1. d'arrêter le mode de passation (procédure négociée sur facture acceptée) et fixer les conditions (offre jugée la plus intéressante) du marché de services visant à établir un cahier des charges pour la maintenance URE, l'entretien périodique et le dépannage de quelques 250 chaudières équipant les bâtiments communaux
2. Imputer la dépense de 3291,44 € à l'article 104/733-60/-51 du budget extraordinaire 2015 dès mise à disposition du budget
3. Financer la dépense par emprunt

PREND POUR INFORMATION

La décision susmentionnée du collège des bourgmestre et échevins du 17 mars 2015.

DE GEMEENTERAAD  
*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;  
Gelet op de wet van 15 juni 2006 - inzonderheid artikel 26, §1, 1° a - betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals tot op heden gewijzigd;  
Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten klassieke sectoren;  
Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;  
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;  
Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 - tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;  
Overwegende dat het noodzakelijk blijkt om een beroep te doen op een privé studiebureau voor het opstellen van een bijzonder lastenboek met het oog op het opmaken van een REG-handhavingsplan en voor het periodieke onderhoud en de herstelling van de ongeveer 250 stookketels waarmee de gemeentegebouwen uitgerust zijn;  
Gelet op de inschrijving van een krediet van 80.000 € op artikel 104/733-60/-51 van de buitengewone begroting over 2015 voor de betaling van erelonen voor het opstellen van lastenboeken speciale technieken;  
Gelet op het Collegebesluit van 17 maart 2015 houdende :

1. goedkeuring van de gunningswijze (onderhandelingsprocedure op aanvaarde factuur) en vaststelling van de voorwaarden (de offerte die als interessantste wordt bevonden) van de opdracht van diensten met het oog op het opstellen van een lastenboek voor de handhaving van een REG, het periodieke onderhoud en de herstelling van de ongeveer 250 stookketels waarmee de gemeentegebouwen zijn uitgerust;
2. aanrekening van de uitgave ten belope van 3291,44 € op artikel 104/733-60/-51 van de buitengewone begroting over 2015, van zodra deze ter beschikking werd gesteld;.
3. financiering van de uitgave met een lening.

NEEMT TER INFORMATIE

Bovenvermeld besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 17 maart 2015.

**SP 24.- Mission d'étude - Etablir un cahier spécial des charges technique permettant la mise en concurrence d'entreprises spécialisées aptes à entretenir et dépanner les réseaux d'égouttage et écoulement des eaux usées des bâtiments communaux - Mission de service - Mode de passation et conditions du marché - Pour information ==-  
Studieopdracht - Opstellen van een technisch lastenboek met het oog op het uitschrijven van een mededingingsprocedure voor gespecialiseerde ondernemingen, voor het onderhoud en de herstelling van de afwaterings- en rioleringsnetten van de gemeentegebouwen - Opdracht van diensten - Gunningswijze en opdrachtvoorwaarden - Ter informatie**

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL  
*Approuvé à l'unanimité.*

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;  
Vu la loi du 15 juin 2006 - en particulier son article 26, §1er, 1° a - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;  
Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;  
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;  
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 - en particulier son article 27- modifiant la nouvelle loi communale;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de faire appel à un bureau d'études privé pour la rédaction d'un cahier spécial des charges visant à établir un cahier spécial des charges technique permettant la mise en concurrence d'entreprises spécialisées aptes à entretenir et dépanner les réseaux d'égouttage et écoulement des eaux usées des bâtiments communaux.

Vu l'inscription d'un crédit de 80.000 € à l'article 104/733-60/-51 du budget extraordinaire 2015 pour le paiement d'honoraires pour la rédaction de cahiers des charges en techniques spéciales;

Vu le procès-verbal du collège des bourgmestre et échevins du 17 mars 2015 dans lequel celui-ci décide:

1. d'arrêter le mode de passation (procédure négociée sur facture acceptée) et fixer les conditions (offre jugée la plus intéressante) du marché de services visant à établir un cahier des charges pour l'entretien périodique et le dépannage des réseaux d'égouttage et d'écoulement des eaux usées des bâtiments communaux
2. Imputer la dépense de 5.324,44 € à l'article 104/733-60/-51 du budget extraordinaire 2015 dès mise à disposition du budget
3. Financer la dépense par emprunt

PREND POUR INFORMATION

La décision susmentionnée du collège des bourgmestre et échevins du 17 mars 2015.

#### DE GEMEENTERAAD

*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 - inzonderheid artikel 26, §1, 1° a - betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 - tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat het noodzakelijk blijkt om een beroep te doen op een privé studiebureau voor het opstellen van een bijzonder bestek met het oog op het opmaken van een technisch lastenboek voor het opstarten van een mededinging tussen gespecialiseerde firma's voor het onderhoud en de herstelling van de afwaterings- en rioleringsnetten van de gemeentegebouwen;

Gelet op het krediet van 80.000 € dat werd ingeschreven op artikel 104/733-60/-51 van de buitengewone begroting over 2015 voor de betaling van de erelonen voor de opstelling van lastenboeken speciale technieken;

Gelet op het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 17 maart 2015 houdende :

1. goedkeuring van de gunningswijze (onderhandelingsprocedure op aanvaarde factuur) en vaststelling van de voorwaarden (de offerte die als interessantste wordt bevonden) van de opdracht van diensten met het oog op het opstellen van een lastenboek voor het periodieke onderhoud en de herstelling van de afwaterings- en rioleringsnetten van de gemeentegebouwen;
2. aanrekening van de uitgave ten belope van 5.324,44 € op artikel 104/733-60/-51 van de buitengewone begroting over 2015, van zodra deze ter beschikking werd gesteld;.
3. financiering van de uitgave met een lening.

NEEMT TER INFORMATIE

Bovenvermeld besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 17 maart 2015.

**SP 25.- Institut Frans Fischer - section Eenens - Dépannage en urgence, réparation de la chaudière - Mode de passation et conditions du marché - Désignation de l'adjudicataire - Pour information ==- Frans Fischer Instituut - afdeling Eenens - Herstelling, bij hoogdringendheid, van de defecte stookketel - Gunningswijze en opdrachtvoorwaarden - Aanduiding van de aannemer - Ter informatie**

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

*Approuvé à l'unanimité.*

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 15 juin 2006 - en particulier son article 26, §1er, 1° a - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 - en particulier son article 27- modifiant la nouvelle loi communale;

Vu la panne de chauffage survenue le 30 janvier 2015 à l'Institut Frans Fischer - section Eenens;

Considérant qu'il s'est avéré nécessaire de commander le dépannage en urgence à la société chargée de l'entretien périodique de la chaudière;

Vu la facture n°1501/278 du 30 janvier 2015, d'un montant de 4.071,42 €;

Vu le procès-verbal du collège des bourgmestre et échevins du 24 mars 2015 dans lequel celui-ci décide de :

1. Désigner l'entreprise chargée de l'entretien périodique de la chaudière de l'Institut Frans Fischer - section Eenens en qualité d'adjudicataire chargé de la réparation de ladite chaudière, par procédure négociée sur facture acceptée aux conditions de sa facture 1501/278 du 30 janvier 2015, pour le prix de 4.071,42 €
2. Engager la dépense à l'article 735/724-60/-51 du budget extraordinaire
3. Financer la dépense par emprunt

PREND POUR INFORMATION

La décision susmentionnée du collège des bourgmestre et échevins du 24 mars 2015.

DE GEMEENTERAAD

*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 - inzonderheid artikel 26, §1, 1° a - betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en haar latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 - tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de panne van 30 januari 2015 aan de verwarmingsinstallatie van het Frans Fischer Instituut - afdeling Eenens;

Overwegende dat het noodzakelijk is gebleken om de dringende herstelling ervan te bestellen bij de firma die belast is met het periodieke onderhoud van de stookketel;

Gelet op factuur nr. 1501/278 van 30 januari 2015, voor een bedrag van 4.071,42 €;

Gelet op het Collegebesluit van 24 maart 2015 houdende :

1. aanduiding van de firma, die belast is met het periodieke onderhoud van de stookketel van het Frans Fischer Instituut - afdeling Eenens, als aannemer voor de herstelling van genoemde stookketel, bij onderhandelingsprocedure op aanvaarde factuur, aan de voorwaarden van haar factuur 1501/278 van 30 januari 2015, tegen de prijs van 4.071,42 €;
2. vastlegging van de uitgave op artikel 735/724-60/-51 van de buitengewone begroting;
3. financiering van de uitgave met een lening.

NEEMT TER INFORMATIE

Bovenvermeld besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 maart 2015.

### **Voirie -=- Wegen**

#### **SP 26.- Rénovation des trottoirs et de la chaussée du Square Emile Duployé - Modification de l'entreprise - Dépassements des quantités présumées et travaux complémentaires - Pour information -=- Renovatie van de voetpaden en de rijbaan van de Emile Duployesquare - Wijziging van de onderneming - Overschrijdingen van de vermoedelijke hoeveelheden en bijkomende werken - Ter informatie**

DÉCISION DU CONSEIL -=- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -=- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

*Approuvé à l'unanimité.*

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle que modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, tel que modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 - en particulier ses articles 37 et 80 - établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel que modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles Capitale;

Vu le programme Fonds Politique des Grandes Villes pour l'année 2013 et le montant de 250.000€ alloué à ce projet;

Vu sa décision du 23 octobre 2013, par laquelle il a approuvé le mode de passation (adjudication publique) et fixé les conditions du marché relatif à la rénovation des trottoirs et de la chaussée du square Emile Duployé (dépense estimée à 250.000€)

Vu la décision du 17 décembre 2013 par laquelle le Collège désigne l'adjudicataire pour l'exécution des travaux, aux conditions du cahier spécial des charges Scha/Infra/2013/034 et de son offre du 18 novembre 2013, au montant de 126.231,58€ tva incluse;

Vu la lettre du 3 janvier 2014 par laquelle le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, Service de la Tutelle, signale que la délibération du Conseil communal du 23 octobre 2013 est devenue exécutoire par expiration du délai;

Vu la décision du Collège du 22 avril 2014 d'appliquer des pénalités à l'entrepreneur suite aux dégâts occasionnées à 28 arbres situés sur la berme centrale de l'avenue Paul Deschanel, pour un montant de 4.989,25€;

Considérant qu'en cours d'exécution du chantier, des dépassements de quantités exécutées et des travaux supplémentaires se sont avérés nécessaires, et justifiés dans le rapport du service technique de la Voirie déposé au dossier, notamment :

- Agrandir les fosses d'arbre sur la berme centrale de l'avenue Deschanel en raison du réseau racinaire.
- Remplacement de la fondation de la chaussée du Square Duployé par la pose d'une couche de profilage pour récupérer les niveaux dans la berme centrale.
- Remplacement par des pavés platines d'une partie du revêtement, initialement prévu en asphalte.
- Nécessité de procéder à l'asphaltage en deux phases plutôt qu'une.

Considérant que le montant total de l'entreprise s'élève à 189.632,10 € tva et révision comprises, moyennant application des pénalités pour les arbres abîmés;



Considérant que ces travaux seront financés intégralement par le Fonds Politique des Grandes Villes;

Vu la décision du Collège du 3 mars 2015 par laquelle il décide :

1. d'approuver les travaux supplémentaires pour un montant de 35.312,01€ hors tva et révision, concernant le remplacement de l'asphalte par des pavés platines le long du square;
2. de prendre acte que la variation des quantités présumées, sans modification du marché, entraîne un surcoût de 17.228,65€ hors tva et révision;
3. de prendre acte du coût supplémentaire de 4.040€ hors tva et révision, pour l'asphaltage en deux phases;
4. d'imputer la dépense à l'article 421/735-IN 60 /53 du budget extraordinaire 2013 ;
5. de financer intégralement la dépense dans le cadre du fonds Politique des Grandes Villes;

PREND POUR INFORMATION :

la décision du Collège du 3 mars 2015.

#### DE GEMEENTERAAD

*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de de plaatsing van overheidsopdrachten klassieke sectoren, en zijn latere wijzigingen, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 - inzonderheid artikels 37 en 80, tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1988 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het programma van het Fonds Grootstedenbeleid voor het jaar 2013 en het bedrag van 250.000€ toegekend aan dit project;

Gelet op het raadsbesluit van 23 oktober 2013, houdende goedkeuring van de gunningswijze (openbare aanbesteding) en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden met betrekking tot de renovatie van de voetpaden en de rijbaan van de Emile Duployésquare;

Gelet op het Collegebesluit van 17 december 2013 houdende aanduiding van de aannemer voor de uitvoering van de werken, aan de voorwaarden van het bijzonder bestek Scha/Infra/2013/034 en van zijn offerte van 18 november 2013, voor een bedrag van 126.231,58 €, BTW inbegrepen;

Gelet op de brief van 3 januari 2014, waarbij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Dienst Toezicht, laat weten dat het raadsbesluit van 23 oktober 2013 uitvoerbaar is geworden door het verstrijken van de termijn;

Gelet op het Collegebesluit van 22 april 2014 om boetes aan te rekenen aan de aannemer voor schade aangebracht aan 28 bomen op de middenberm van de Paul Deschanellaan, voor een bedrag van 4.989,25 €;

Overwegende dat tijdens de uitvoering van de werken, overschrijdingen van de uit te voeren hoeveelheden en meerwerken noodzakelijk zijn gebleken, en deze in het bij het dossier gevoegde verslag van de technische Wegendienst als gerechtvaardigd werden beschouwd. Deze betroffen :

- vergroten van de boomkuilen op de middenberm van de Deschanellaan, omwille van het omvangrijke wortelnet,
- vervanging van de fundering van de rijbaan van de Duployésquare door het plaatsen van een profileringslaag om de niveaus in de middenberm op te vangen
- vervanging van een gedeelte van de verharding, oorspronkelijk voorzien in asfalt, door platines
- noodzaak om de asfaltering in 2 fasen uit te voeren, in plaats van één

Overwegende dat het totale bedrag van de aanneming 189.632,10 €, BTW en herziening inbegrepen, bedraagt, aanrekening van de boetes voor de beschadigde bomen eveneens inbegrepen;

Overwegende dat deze werken volledig zullen worden gefinancierd door het Fonds Grootstedenbeleid;

Gelet op het Collegebesluit van 3 maart 2015 waarbij beslist werd :

1. de meerwerken goed te keuren, voor een bedrag van 35.312,01 €, BTW en herziening niet inbegrepen, betreffende de vervanging van de asfalt door platines langsheen de square;
2. akte te nemen dat de wijziging van de vermoedelijke hoeveelheden, zonder wijziging van de opdracht, een meerkost met zich meebrengt van 17.228,65 €, zonder BTW of prijsherziening;
3. akte te nemen van de bijkomende kost van 4.040 €, zonder btw of prijsherziening, voor het asfalteren in twee fasen;
4. de uitgave aan te rekenen op artikel 421/735-IN 60 /53 van de buitengewone begroting over 2013;
5. de kosten integraal te financieren in het kader van het Fonds Grootstedenbeleid;

NEEMT TER INFORMATIE :

Het collegebesluit van 3 maart 2015.

**SP 27.- Aménagement de l'avenue Louis Bertrand et des abords de l'Eglise Saint-Servais - Mission d'étude et de direction des travaux - Mode de passation et conditions du marché - Approbation ==- Aanleg van de Louis Bertrandlaan en de directe omgeving van de Sint-Servaaskerk - Studie en leiding van de werken - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Goedkeuring**

**Monsieur Vanhalewyn expose le point**

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

*Approuvé à l'unanimité.*

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 15 juin 2006 - en particulier son article 26, §2, 1°,d - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle que modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, tel que modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel que modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles Capitale;

Vu sa décision du 24 septembre 2014 arrêtant le mode de passation (procédure négociée avec publicité) et fixant les conditions du marché relatif à la mission d'études et de direction des travaux d'aménagement de l'avenue Louis Bertrand et des abords de l'Eglise Saint-Servais;

Vu la lettre du 11 novembre 2014, par laquelle le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale transmet un arrêté suspendant la délibération du Conseil communal du 24 septembre 2014;

Considérant que la désignation d'un bureau adjudicataire pour le 31 décembre 2014 était compromise;

Considérant qu'il y avait lieu d'apporter des modifications aux documents du marché, en particulier l'ajout de critères de limitation du nombre de candidats;

Vu le nouveau cahier spécial des charges n° Scha/Infra/2015/008 déposé au dossier et le nouveau projet d'avis de marché;

DECIDE :

1. de retirer sa décision du 24 septembre 2014 par laquelle il arrête les termes du projet de contrat et le mode de passation et fixe les conditions du marché pour la mission d'études et direction des travaux en vue de l'aménagement de l'avenue Louis Bertrand et des abords de l'Eglise Saint-Servais;
2. d'arrêter les termes de contrat, déposé au nouveau dossier, pour la mission d'étude et de direction des travaux d'aménagement de l'avenue Louis Bertrand et des abords de l'Eglise Saint-Servais;
3. d'arrêter le mode de passation et fixer les conditions du marché de service telles qu'énoncées dans le cahier spécial des charges Scha/Infra/2015/008;
4. d'approuver l'avis de marché à publier au Bulletin des Adjudications, énonçant notamment les critères de sélection des candidats;

5. de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de la passation du contrat, par procédure négociée avec publicité;
6. d'imputer la dépense, estimée à 210.000€ TVA incluse, à l'article 421/733-60/53 du budget extraordinaire de 2015;
7. de financer la dépense par l'emprunt.

DE GEMEENTERAAD

*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;  
 Gelet op de wet van 15 juni 2006 – inzonderheid artikel 26, §2 – 1°, d) - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals tot op heden gewijzigd;  
 Gelet op het Koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de de plaatsing van overheidsopdrachten klassieke sectoren, en zijn latere wijzigingen, zoals tot op heden gewijzigd;  
 Gelet op het Koninklijk besluit van 14 januari 2013, tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;  
 Gelet op de Ordonnantie van 14 mei 1988 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;  
 Gelet op het raadsbesluit van 24 september 2014 houdende vaststelling van de gunningswijze (onderhandelingsprocedure met bekendmaking) en de voorwaarden van de opdracht betreffende de studie van en de leiding over de inrichtingswerken van de Louis Bertrandlaan en de directe omgeving van de Sint-Servaaskerk;  
 Gelet op de brief van 11 november 2014, waarbij de Minister-president van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een besluit overmaakt van schorsing van het raadsbesluit van 24 september 2014;  
 Overwegende dat de aanduiding van de aannemer vóór 31 december 2014 hierdoor in het gedrang kwam;  
 Overwegende dat er wijzigingen dienden te worden aangebracht aan de opdrachtdocumenten, in het bijzonder de toevoeging van beperkingscriteria voor het aantal kandidaten;  
 Gelet op het bij het dossier gevoegde nieuwe bijzondere bestek nr. Scha/Infra/2015/008 en het nieuwe bericht van opdracht;

BESLUIT :

1. het raadsbesluit van 24 september 2014 in te trekken, waarbij de termen van het contractontwerp en de gunningswijze en voorwaarden werden vastgelegd van de opdracht betreffende de studie en de leiding over de werken voor de inrichting van de Louis Bertrandlaan en de directe omgeving van de Sint-Servaaskerk;
2. de termen vast te leggen van het bij het nieuwe dossier gevoegde contractontwerp betreffende de opdracht voor de studie en de leiding over de inrichtingswerken van de Louis Bertrandlaan en de directe omgeving van de Sint-Servaaskerk;
3. de gunningswijze en de voorwaarden van de dienstenopdracht vast te leggen zoals vermeld in het bijzonder bestek Scha/Infra/2015/008;
4. het in het Bulletin der Aanbestedingen te publiceren bericht van opdracht goed te keuren, in hetwelk met name de selectiecriteria voor de kandidaten zijn opgesomd;
5. het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de gunning van het contract, bij onderhandelingsprocedure met bekendmaking;
6. de uitgave, geraamd op 210.000€ - BTW inbegrepen, aan te rekenen op artikel 421/733-60/53 van de buitengewone begroting over 2015;
7. de kosten te financieren met een lening.

**SP 28.- Réaménagement de la chaussée de Helmet et de la rue Général Eenens, entre Voltaire et Lambermont - Mode de passation et conditions du marché - Approbation ==- Renovatie van de voetpaden en de rijbaan van de Helmetsesteenweg en de Generaal Eenensstraat, gedeelte tussen Voltaire- en Lambermontlaan - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Goedkeuring**

**Madame Jodogne intervient**

**Monsieur Vanhalewyn et Monsieur le Bourgmestre répondent**

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

*Approuvé à l'unanimité.*

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;  
Vu la loi du 15 juin 2006 - en particulier son article 26, §2, 1°, d - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle que modifiée à ce jour;  
Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, tel que modifié à ce jour;  
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel que modifié à ce jour;  
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles Capitale;  
Vu l'ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public ;  
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 fixant la composition des dossiers de demandes de subsides, la nature des pièces justificatives et la procédure d'octroi et de liquidation, en application de l'article 21 de l'ordonnance du 16 juillet 1998 ;  
Vu le projet de Programme Triennal d'Investissement 2013-2015 - Projet n° 06;  
Vu la lettre de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 2014 dispensant les travaux de permis d'urbanisme;  
Vu le projet dressé par le Bureau d'Etudes Voirie relatif au réaménagement de la rue Général Eenens et la chaussée de Helmet, tronçon entre l'avenue Voltaire et le boulevard Lambermont, cahier spécial des charges n° Scha/Infra/2015/007;  
Considérant que le coût total des travaux est estimé à 286.312,62€, TVA incluse.  
Que cette estimation est à majorer, conformément à la circulaire régionale du 2 août 2006, de la révision des prix et de l'éventuel dépassement des quantités présumées;

DECIDE :

1. d'approuver le projet relatif au réaménagement de la rue Général Eenens et la chaussée de Helmet, tronçon entre l'avenue Voltaire et le boulevard Lambermont, comprenant le cahier spécial des charges, les plans, les métrés descriptif, récapitulatif et estimatif et le plan général de sécurité et de santé (PGSS);
2. de passer le marché sur base de la procédure négociée directe avec publicité;
3. de fixer les conditions du marché telles qu'énoncées dans le cahier spécial des charges Scha/Infra/2015/007;
4. d'approuver le texte de l'avis de marché à publier dans le bulletin des Adjudications énonçant notamment les critères de sélection qualitative des soumissionnaires;
5. de s'engager à assurer l'entretien et la gestion du bien concerné suivant le programme d'entretien joint au dossier et portant sur les cinq années qui suivent la réception définitive des ouvrages, en ce y compris les prévisions financières pour chaque exercice ;
6. de s'engager à ne pas aliéner ou modifier l'affectation du bien pendant une période de vingt ans à dater de l'octroi du subside sans en avertir l'autorité subsidiante;
7. d'imputer la dépense estimée à 300.000€ à l'article 421/735-60 /53 du budget extraordinaire de 2015, tenant compte, conformément à la circulaire régionale du 2 août 2006, de la révision des prix et de l'éventuel dépassement des quantités présumées;
8. de solliciter les subsides auprès de la Région de Bruxelles-Capitale, service des Travaux Subsidiés, à concurrence de 90 %;
9. de financer la partie non subsidiée au moyen d'un emprunt.

DE GEMEENTERAAD

*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;  
Gelet op de wet van 15 juni 2006 – inzonderheid artikel 26, §2 – 1°, d) - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het Koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten klassieke sectoren, en zijn latere wijzigingen, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het Koninklijk besluit van 14 januari 2013, tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest; Gelet op de ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 16 juli 1998 houdende vaststelling van de samenstelling van de dossiers voor subsidieaanvragen, van de aard van de bewijsstukken en van de procedures voor toekenning en uitbetaling, overeenkomstig artikel 21 van de ordonnantie van 16 juli 1998;

Gelet op het Driejarig Investeringsprogramma 2013-2015 – Project nr. 06;

Gelet op de brief van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 21 november 2014 bij welke de werken worden vrijgesteld van een stedenbouwkundige vergunning

Gelet op het ontwerp opgemaakt door het Studiebureau Wegen, voor de heraanleg van de Helmetsesteenweg en de Generaal Eenensstraat, gedeelte tussen Voltaire- en Lambermontlaan, bijzonder bestek Scha/Infra/2015/007;

Overwegende dat de totale kostprijs voor deze werken geraamd wordt op 286.312,62€, BTW inbegrepen. Dat deze raming dient te worden verhoogd, in overeenstemming met de gewestelijke omzendbrief van 2 augustus 2006, met de prijsherziening en de eventuele overschrijding van de vermoedelijke hoeveelheden; **BESLUIT :**

1. het ontwerp goed te keuren betreffende de vernieuwing van de voetpaden en de rijbaan van de de Helmetsesteenweg en de Generaal Eenensstraat, gedeelte tussen Voltaire- en Lambermontlaan, omvattend het bijzonder bestek, de plannen, de beschrijvende en samenvattende meetstaten, de kostenraming en het Algemeen Veiligheids- en Gezondheidsplan (AVGP);
2. de opdracht te gunnen op basis van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking;
3. de voorwaarden van de opdracht vast te stellen zoals vermeld in het bijzonder bestek Scha/Infra/2015/007;
4. de tekst goed te keuren van het in het Bulletin der Aanbestedingen te publiceren bericht van opdracht, waarin de kwalitatieve selectiecriteria van de inschrijvers vermeld staan;
5. zich ertoe te verbinden om het onderhoud en het beheer te verzekeren van het goed in kwestie volgens het bij het dossier gevoegde onderhoudsprogramma, gedurende de vijf jaren die volgen op de definitieve oplevering der werken, met inbegrip van de financiële prognoses voor elk boekjaar;
6. zich ertoe te verbinden noch het goed te vervreemden, noch de bestemming ervan te wijzigen gedurende een periode van 20 jaar, te rekenen vanaf de datum van de toekenning van de toelage, zonder de subsidiërende overheid hiervan op voorhand ingelicht te hebben;
7. de uitgave geraamd op 300.000€ aan te rekenen op artikel 421/735-60/53 van de buitengewone begroting over 2015, rekening houdend , in overeenstemming met de gewestelijke omzendbrief van 2 augustus 2006, met de prijsherziening en de eventuele overschrijding van de van de vermoedelijke hoeveelheden;
8. de subsidieaanvraag in te dienen bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Dienst Gesubsidieerde Werken, ten belope van 90%;
9. de kosten van het niet gesubsidieerde deel te financieren met een lening;

### **Rénovation urbaine == Stedenbouwkundige renovatie**

**SP 29.- Subside nominatif au Foyer schaarbeekoïis - Convention de partenariat - Approbation == Nominatieve subsidies aan de Schaarbeekse Haard - Samenwerkingsovereenkomst - Goedkeuring**

**Monsieur le Bourgmestre expose**

DÉCISION DU CONSEIL == BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. == Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL  
*Approuvé à l'unanimité.*

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi communale;  
Vu sa délibération du 25 juin 2014 approuvant le règlement relatif aux subventions communales;  
Considérant que les subsides supérieurs à 3.000 € et nominatifs au budget doivent être précédés d'une convention de partenariat avec le bénéficiaire;  
Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 24 mars 2015 ;  
Considérant qu'il y a lieu de faire droit à ses conclusions  
DECIDE  
d'approuver le projet de convention, joint au dossier, visant à attribuer au Foyer schaarbeekois les subsides inscrits à l'article 124/332-02/54 du budget 2015 permettant de couvrir 50 % des frais de notaire pour le transfert des logements communaux, soit un maximum de 25.000 €.

DE GEMEENTERAAD  
*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op de artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;  
Gelet op het raadsbesluit van 25 juni 2014 houdende goedkeuring van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen;  
Overwegende dat toelagen van meer dan 3.000 €, ingeschreven op naam op de begroting, voorafgegaan moeten worden van een overeenkomst van samenwerking met de begunstigde;  
Gelet op het Collegebesluit van 24 maart 2015;  
Overwegende dat het past gevolgd te geven aan dit besluit;  
BESLUIT  
Het bij het dossier gevoegde ontwerp van overeenkomst goed te keuren, met als doel het toekennen aan de Schaarbeekse Haard van de toelagen ingeschreven op artikel 124/332-02/54 van de begroting over 2015, waarmee in het kader van de overdracht van de gemeentelijke woningen 50 % van de notariskosten kunnen worden gedekt, hetzij een maximum bedrag van 25.000 €

**SP 30.- Subside au Foyer schaarbeekois - Approbation --- Subsidie voor de Schaarbeekse Haard - Goedkeuring**

DÉCISION DU CONSEIL --- BESLISSING VAN DE RAAD  
Approuvé à l'unanimité. --- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL  
*Approuvé à l'unanimité.*

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi communale;  
Vu sa délibération du 25 juin 2014 approuvant le règlement relatif aux subventions communales;  
Considérant qu'un montant non nominatif de 200.000 € est inscrit au budget 2015, au titre de 'subvention destinée aux politiques sociales en matière de logement',  
Considérant que cette subvention permet au Foyer schaarbeekois de poursuivre sa collaboration dans la mise en œuvre du plan logement communal ;  
Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 24 mars 2015 ;  
Considérant qu'il y a lieu de faire droit à ses conclusions  
DECIDE  
d'attribuer au Foyer schaarbeekois la subvention de 200.000 € inscrite à l'article 922/435-01/022 du budget 2015.

DE GEMEENTERAAD  
*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op de artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;  
Gelet op het raadsbesluit van 25 juni 2014 houdende goedkeuring van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen;  
Overwegende dat een niet nominatief bedrag van 200.000 € werd ingeschreven op de begroting over 2015 als 'toelage bestemd voor een sociaal beleid inzake huisvesting';

Overwegende dat deze toelage aan de Schaarbeekse Haard toelaat verder haar medewerking te verlenen aan de uitvoering van het gemeentelijk huisvestingsplan; Gelet op het Collegebesluit van 24 maart 2015

Overwegende dat het past gevolg te geven aan dit besluit;

BESLUIT

Aan de Schaarbeekse Haard de toelage toe te kennen van 200.000 €, ingeschreven op artikel 922/435-01/022 van de begroting over 2015.

SERVICES COMMUNAUX SPÉCIFIQUES -== SPECIFIEKE DIENSTEN VOOR DE BEVOLKING

**SP 31.- Projet de coopération avec la municipalité d'Al-Hoceima -  
Convention spécifique 2014-2016 -== Project van internationale  
samenwerking met de stad Al-Hoceima - Specifieke overeenkomst**

DÉCISION DU CONSEIL -== BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -== Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

*Approuvé à l'unanimité.*

Considérant que la commune de Schaarbeek participe depuis 2003 au programme fédéral de coopération internationale;

Considérant que dans le cadre de ce programme, la ville partenaire est celle d'Al-Hoceima (Maroc);

Considérant qu'un premier accord de coopération a été signé le 20 octobre 2004;

Considérant qu'un protocole de collaboration a été signé le 19 mars 2008;

Considérant que les deux communes désirent poursuivre le partenariat et prendre part au programme de coopération internationale 2014-2016;

Considérant que la DGD demande que dans le cadre de ce programme, une convention spécifique soit signée par les deux communes;

Vu la décision du Collège du 24 mars;

DECIDE

d'approuver la convention spécifique 2014-2016

DE GEMEENTERAAD

*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Overwegende dat de gemeente Schaarbeek sinds 2003 deelneemt aan het federaal programma van internationale samenwerking ;

Overwegende dat in het kader van dit programma de partner stad Al-Hoceima (Marokko) is ;

Overwegende dat een eerste samenwerkingsakkoord getekend werd op 20 oktober 2004 ;

Overwegende dat een samenwerkingsprotocol getekend werd op 19 maart 2008 ;

Overwegende dat de twee gemeenten hun partnerschap willen voortzetten en deelnemen aan het programma van internationale samenwerking 2014-2016 ;

Overwegende dat de « DGD », in het kader van dit programma, vraagt dat een specifieke overeenkomst wordt getekend door de twee gemeenten ;

Gelet op het besluit van het College van 24 maart ;

BESLIST

De specifieke overeenkomst 2014-2016 goed te keuren

**Sports -== Sport**

**SP 32.- Règlement Chèques-Sport - Approbation -== Reglement Sport  
cheques - Goedkeuring**

**Monsieur Köse expose le point**

**Monsieur Bouhjar, Madame Vriamont, Madame Ozdemir, Monsieur Reghif, Monsieur Bernard, Madame Chan, Monsieur Eraly et Madame Onkelinx interviennent**

**Monsieur le Bourgmestre et Monsieur Köse répondent**

**Monsieur Bouhjar intervient**

**Monsieur le Bourgmestre répond**

**Monsieur Bouhjar intervient**

**Monsieur le Bourgmestre répond**  
**Monsieur Bernard intervient**  
**Monsieur le Bourgmestre répond**

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL  
*Approuvé à l'unanimité.*

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale,  
Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 10 mars 2015 ;  
Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,  
DECIDE :

D'approuver le règlement ci-dessous sur les chèques sports

**I. REGLEMENT DU CHEQUE – SPORT (Schaerbeek)**

**TITRE I : Dispositions générales**

**Article 1 - Champ d'application**

Le présent règlement s'applique exclusivement au principe et aux modalités d'octroi d'un subside aux jeunes schaarbeekoïses et à leurs familles, dans le cadre de la politique sportive menée par le Collège des Bourgmestre et échevins de Schaerbeek, par l'entremise de son échevin des Sports.

Le règlement est complémentaire au règlement relatif aux subventions communales qui réglemente les conditions d'octroi de toute subvention d'une valeur égale ou supérieure à 3.000 € allouée par l'administration communale de Schaerbeek.

Le présent règlement est indépendant des dispositifs organisés par les ministères fédéraux ou communautaires ayant les sports dans leur attribution

Le présent règlement, en ce qu'il vise des subventions aux personnes, d'un montant inférieur à 3.000 €, s'appuiera sur les règles générales se rapportant à la « procédure de surveillance », adoptée par le Collège des Bourgmestres et échevins (décision du 17 février 2009 reprise dans l'analyse 12 / B / 06), pour les subventions inférieures à 3.000 €.

Il est néanmoins spécifique en ce que son champ d'attribution vise exclusivement la politique sportive et, plus particulièrement, les rapports existant entre cette politique sportive et la jeunesse schaarbeekoïse pratiquant un sport de manière régulière dans un club sportif de Schaerbeek.

Il se distingue nettement des subventions octroyées aux clubs sportifs qui sont soumises exclusivement au règlement général relatif aux subventions communales et à la procédure de surveillance, mentionnés ci – avant.

Le règlement ne s'applique pas dans le cadre des subventions qu'une disposition légale mettrait obligatoirement à charge du budget communal.

**Article 2 - Nature du subside et caractéristiques**

Par chèque – sport, on entend toute contribution financière, d'un montant nominal déterminé par le Collège et révisable à tout moment sur proposition au Collège par le service des Sports, et visant l'aide directe aux familles et aux jeunes de Schaerbeek ; celle - ci est destinée à promouvoir la pratique assidue du sport en club et la politique de diversification sportive : sport pour tous, sport loisir, sport découverte, sport féminin, handisport, sport d'élite...

Le chèque – sport vise, notamment, à neutraliser partiellement l'impact financier pour les jeunes schaarbeekoïses et leurs familles des frais d'affiliation à leurs clubs respectifs.

Le Chèque – Sport n'est attribué, par principe, qu'une seule fois durant la période référence, à tel bénéficiaire ou attributaire qu'il désigne.

Le montant octroyé de un ou plusieurs chèques-Sport ne pourra pas être supérieur à la cotisation sportive demandé par le club, l'asbl, l'association de fait ou groupement sportif reconnu par la Commune.

Le Chèque – Sport, n'est en aucune manière :

- aliénable via la procédure d'endossement
- échangeable car il sera, dans tous les cas, nominatif
- cumulable, sauf la dérogation visée à l'article 4
- extensible par rapport à ses conditions (de recevabilité et de fond) d'attribution sauf la dérogation visée à l'article 4



## **TITRE II : conditions d'octroi du subside**

### **Article 3 - Règles d'attribution**

L'attribution des chèques se fera selon la répartition 50/50 afin de respecter l'égalité filles/garçons. Toutefois cette proportion peut être adaptée par le Collège, en cours d'année en fonction des demandes effectivement enregistrées.

Seule une personne physique ou son représentant légal, peut introduire une demande de chèque – sport, durant l'année de référence, à l'exclusion des personnes morales ou associations de fait constitutives des clubs sportifs.

Par année de référence, nous entendons, dans tous les articles qui évoquent cette notion, une année civile complète dont la date de début correspond à la date officielle de démarrage de la saison sportive N (Septembre (N) à Mai (N+1) comme la durée d'une saison sportive est précisé dans le Règlement des occupations) et dont la date de fin est la date officielle de fin de la saison sportive (année N+ 1).

Le bénéficiaire potentiel devra obligatoirement remplir, au moment de l'introduction de la demande, les conditions cumulatives suivantes:

1. être âgé de moins de 18 ans révolus durant l'année de référence pour l'octroi du subside chèque – sport ;
2. être domicilié sur le territoire de la commune de Schaerbeek ou avoir au moins l'un de ses représentants légaux attirés (l'attributaire) domicilié sur le territoire de la commune de Schaerbeek
3. être inscrit régulièrement dans un club sportif schaarbeekois, établi dans la commune de Schaerbeek
4. pratiquer régulièrement un sport quelconque dans une infrastructure sportive communale de Schaerbeek ou dans un bâtiment situé sur le territoire communal.
5. se conformer aux règles de déontologie et d'éthique sportive, durant tout le terme de l'année de référence

### **Article 4 – Régime dérogatoire**

Par dérogation à la règle de non cumul du chèque sport visée à l'article 2 :

- un chèque surnuméraire est octroyé automatiquement sur base de la preuve d'une attestation d'allocations familiales majorées.
- Soucieux d'ouvrir la pratique du sport à un public exclusivement féminin, le Collège pourra décider l'octroi d'un chèque sur numéraire à des jeunes filles de moins de 18 ans inscrites dans une : infrastructure sportive telle que définie ci-avant.
- le Collège communal pourra exceptionnellement attribuer un ou plusieurs chèques surnuméraires au même bénéficiaire (avec un maximum de 3 chèques par bénéficiaire), dans l'hypothèse ou des circonstances particulières d'ordre économique et / ou social justifient cette dérogation au principe de non – cumul.

Par dérogation aux conditions visées à l'article 3, alinéas 3 et 4, le Collège pourra décider de l'octroi de chèques - sport au jeune, inscrit dans un club sportif, qui :

- soit, n'a pas son siège sur le territoire de Schaerbeek mais qui correspond à une discipline sportive non répertoriée sur le territoire de Schaerbeek
- soit, a son siège établi sur le territoire de Schaerbeek mais n'exerce pas ses activités dans une infrastructure sportive communale de Schaerbeek, en raison :
  - soit, de l'inexistence d'une infrastructure sportive adaptée réglementairement à Schaerbeek pour la pratique de tel sport déterminé
  - soit, de la saturation des infrastructures sportives de Schaerbeek, dédiées à telle pratique sportive, en fonction du planning d'occupation des infrastructures sportives établi par le service des Sports
- soit, n'est pas obligatoirement domicilié sur le territoire de Schaerbeek et exerce généralement ses activités, en ou hors infrastructures sportives schaarbeekoises, par rapport à un statut spécifique (sportif d'élite) ou une volonté, démontrable ou manifeste, de progression sportive individuelle (choix d'un club faisant partie de l'élite sportive)

Sauf pour ce qui concerne l'octroi d'un chèque surnuméraire sur base de la preuve d'une attestation d'allocations familiales majorées, toutes les dérogations mentionnées ci - avant seront examinées mensuellement par le Service des Sports et feront l'objet d'un avis consultatif motivé soumis, pour décision, au Collège communal.

### **TITRE III – Procédure**

#### **Article 5 - Procédure**

La demande du subside « Chèque - Sport » doit obligatoirement être introduite auprès du Service des Sports de la commune de Schaerbeek, à l'exclusion de tout autre service communal.

La demande du subside « Chèque – Sport » devra, pour être recevable, être obligatoirement introduite, endéans l'année de référence.

Cette procédure permettra de mener à bien tant la planification que le traitement des demandes introductives du Chèque - Sport.

Elle se subdivise en une procédure normale et une procédure dérogatoire

Pour ce qui est de la procédure normale, le service des Sports, dûment mandaté par le Collège, examine les conditions de recevabilité et de fond de la demande d'octroi du chèque – sport, sur la base des pièces justificatives suivantes :

- carte d'identité de l'enfant ou du jeune
- carte d'identité du / des représentants attitrés
- numéro de compte bancaire du / des parent(s) attitré(s) ou du bénéficiaire
- preuve de paiement de la cotisation d'affiliation à un club sportif schaerbeekois
- preuve d'une pratique sportive exercée dans les infrastructures sportives communales de Schaerbeek ; cette preuve étant à charge du Service des Sports par l'entremise de son service de planification des activités sportives sur les diverses infrastructures sportives de Schaerbeek gérée par le service des sports.

Si le club ou l'association sportive est dans une structure privée, de l'enseignement communal ou toutes autres infrastructures non gérées par la commune, c'est le demandeur qui devra apporter la preuve d'une pratique d'un sport dans ces lieux.

- la preuve officielle du calendrier de la saison sportive (date de début / date de fin)

Pour ce qui est de la procédure dérogatoire, le service des Sports, dûment mandaté par le Collège examine, en sus, la validité de :

- la preuve alternative de justification de la présence de conditions exceptionnelles, d'ordre économique et / ou social, justifiant la dérogation à la règle de non cumul dans le chef du même attributaire ou bénéficiaire
- La preuve alternative d'une pratique sportive exercée hors infrastructures communales mais justifiée dans quatre cas limitatifs : une discipline non répertoriée ou non organisée par le service des Sports ; une déficience ou saturation de l'infrastructure schaerbeekoise par rapport au sport pratiqué ; la preuve alternative d'une pratique de sport d'élite ou la preuve d'une volonté, démontrable ou manifeste, de progression sportive individuelle

Les cas dérogatoires individuels font l'objet d'un rapport du service des Sports qui sera soumis au Collège des Bourgmestres et Echevins

A titre supplétif, le Service des Sports peut éventuellement requérir toute information attenante telle que :

- la catégorie d'âge dans laquelle évolue le bénéficiaire au sein de son club sportif et les coordonnées identitaires et de contact du personnel statutaire, salarié ou bénévole qui encadre le bénéficiaire
- les lieux d'exercice effectif de l'activité sportive dans une infrastructure sportive extra – communale

Si les conditions d'octroi visées aux articles 3 ou 4 sont respectées, le service des sports délivre, en fonction des marges budgétaires disponibles, un Chèque – Sport factice reprenant les nom et prénom et les coordonnées de domiciliation du bénéficiaire ou de l'attributaire, le montant nominal du chèque - sport, décidé annuellement par le Collège, de même que les coordonnées bancaires de l'attributaire ou du bénéficiaire.

Le chèque – sport factice une fois délivré au bénéficiaire ou à son / ses parent(s) attitré(s) fait l'objet d'un encodage informatique par le Service des Sports, sous la forme d'un listing électronique mensuel.

Celui - ci sera transmis, sans délai, aux services financiers ad hoc de la commune à l'issue de chaque mois :

- suivant la date d'attribution pour ce qui concerne la procédure normale
- suivant la date de décision par le Collège en ce qui concerne la procédure dérogatoire

Ce listing reprendra les mentions portées sur le chèque factice et, s'il échet, d'autres mentions permettant le traitement et le contrôle ad hoc de la demande par les services financiers de la commune.

Ces derniers procéderont à la liquidation, dans les meilleurs délais, du montant nominal repris sur le chèque factice pour chacun des bénéficiaires du chèque – sport, au moyen d’un virement bancaire effectué sur le compte du bénéficiaire et / ou du des parent(s) attitré(s) (attributaires).

#### **Article 6 - Sanctions**

Le chèque – sport pourra faire l’objet d’un recouvrement, par les services financiers de la commune, du montant indûment payé dans les cas suivants :

- si l’inscription à un club sportif est frauduleuse, fictive ou entachée d’un vice quelconque
- si l’observance, par le bénéficiaire, des règles de déontologie et d’éthique sportive, est gravement compromise durant l’année de référence.

Les clubs sportifs ne pourront, en aucune manière, anticiper l’octroi de chèques - sportifs, dans la fixation du montant annuel des cotisations perçues dans la chef de la jeunesse sportive schaarbeekoise, sous peine de se voir exclure du droit à solliciter des subventions ou toute autre aide, directe ou indirecte, matérielle ou en nature, quelle que soit leur forme ou dénomination, qui leur sont spécifiquement réservées.

A cet effet, le service des Sports de la commune de Schaerbeek, de même que toutes les personnes dûment habilitées qu’il délègue (gardiens de sites sportifs, concierges, services communaux spécifiques tels que le service enfance et jeunesse,...), pourront à tout moment vérifier, par des contrôles aléatoires, si les conditions d’octroi du Chèque – Sport sont intégralement respectées, durant le terme de référence, tant par les bénéficiaires que les clubs sportifs concernés. La commune pourra recouvrer, par voie de contrainte, le subside chèque – sport sujet à restitution ; cette contrainte est décernée par le receveur communal et rendue exécutoire par le Collège des Bourgmestre et échevins de la commune de Schaerbeek conformément à l’article 137 bis de la Nouvelle Loi Communale

#### **Article 7 – Recours**

Si les conditions objectives d’éligibilité au Chèque – Sport sont déclarées comme satisfaites par le Service des Sports, la procédure d’octroi du chèque – sport devra alors être poursuivie jusqu’à son terme.

Les doléances ou plaintes quant à la régularité du processus d’octroi du chèque – sport seront collectées et instruites par le Service des Sports qui rédigera une analyse à destination du Collège qui tranchera le point litigieux.

Toutes les contestations relatives aux cas non prévus par le présent règlement sont de la compétence du Collège communal.

#### **TITRE IV : dispositions particulières**

##### **Article 8 – Révision financière des modalités d’octroi**

Le montant nominal du Chèque – Sport schaarbeekois sera fixé uniformément par le Collège communal pour toute l’année civile s’étendant du 1<sup>er</sup> juillet de l’année N au 30 juin de l’année N+ 1 mais il pourra être révisé ultérieurement par le Collège communal en fonction de variables démographiques, sportives et budgétaires.

Afin de pouvoir estimer, le plus justement, le montant nominal du chèque – sport de même que le nombre de bénéficiaires potentiels, le Service des Sports établira annuellement un rapport, destiné au Collège, en vue d’évaluer la pertinence du dispositif.

A cet effet, le rapport mentionnera le nombre total de chèques – sport octroyés de même que les statistiques mensuelles relatives à la période d’inscription.

Le rapport mentionnera également le nombre de litiges enregistrés par rapport à la procédure d’octroi du chèque – sport de même que le nombre de demandes de recouvrement du chèque – sport.

Ce rapport sera soumis annuellement endéans le mois suivant la clôture de l’année sportive de référence, au Collège communal pour prise d’acte.

##### **Article 9 – Entrée en vigueur**

Le présent règlement entre en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> juin de l’année 2015.

DE GEMEENTERAAD

*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op artikelen 117 en 123 van de Nieuwe Gemeentewet,  
Gelet op het besluit van het College van burgemeester en Schepenen dd 10 maart 2015

Op voorstel van het College van burgemeester en Schepenen

## BESLUIT

het onderstaand reglement aangaande de sportcheques goed te keuren.

### **I. REGLEMENT SPORTCHEQUES (Schaarbeek)**

#### **TITEL I : Algemene bepalingen**

##### **Artikel 1 - Toepassingsgebied**

Onderhavig reglement is uitsluitend van toepassing op het toekenningsprincipe en de toepassingsmodaliteiten van de subsidies die worden toegekend aan jonge Schaarbekenaren en hun gezin in het kader van het gevoerde sportbeleid door het College van Burgemeester en Schepenen van Schaarbeek, via de schepen bevoegd voor Sport.

Dit reglement is een aanvulling van het reglement dat de toekenningsvoorwaarden bepaalt van de gemeentelijke subsidies van 3000 € of meer verleend door de Schaarbeekse gemeentelijke administratie.

Onderhavig reglement staat los van alle andere initiatieven van federale of gemeenschapsministers die bevoegd zijn voor sportaangelegenheden.

Onderhavig reglement, dat betrekking heeft op subsidies aan personen van minder dan 3000 €, berust op de algemene regels m.b.t. de « bewakingsprocedure » die door het College van Burgemeester en Schepenen werd aangenomen (beslissing van 17 februari 2009 in analyse 12/B/06) voor subsidies die minder dan 3000 € bedragen.

Het toepassingsgebied van dit reglement is nochtans uitsluitend beperkt tot het sportbeleid en meer bepaald het verband tussen dit sportbeleid en de Schaarbeekse jongeren die regelmatig sport beoefenen in een Schaarbeekse sportclub.

Er is dus een duidelijk onderscheid tussen deze subsidies en de subsidies die aan sportclubs worden toegekend en die uitsluitend onderworpen zijn aan het algemeen reglement op de gemeentelijke subsidies en de bovenvermelde bewakingsprocedure.

Dit reglement is niet van toepassing op subsidies die door een wettelijke bepaling verplicht ten laste van de gemeentebegroting zouden vallen.

##### **Artikel 2 - Aard en kenmerken van de subsidies**

De sportcheque is een financiële bijdrage onder de vorm van een nominaal bedrag bepaald door het College dat door de sportdienst op elk moment herzien kan worden op voorstel van het College en dat

rechtstreekse hulp beoogt aan Schaarbeekse gezinnen en jongeren. De bedoeling is regelmatig sporten in clubverband te promoten en een diversificatiebeleid te voeren : sport voor iedereen, vrijetijdssport, ontdekking van sporten, sport voor vrouwen, handisport, elitesport,...

De bedoeling van de sportcheque is gedeeltelijk de financiële impact van het lidgeld van hun respectievelijke clubs op te vangen voor de jonge Schaarbekenars en hun gezinnen.

De sportcheque wordt in principe maar 1 keer per referentieperiode toegekend aan de vermelde begunstigde of rechthebbende.

Het toegekende bedrag door een of meerdere sportcheques mag niet meer bedragen dan de bijdrage gevraagd door de club, de vzw, de feitelijke vereniging of sportgroep erkend door de Gemeente.

De sportcheque kan op geen enkele manier :

- vervreemd worden via endossering
  - omgeruild worden want de cheque is altijd op naam
  - gecumuleerd worden, behalve de afwijking voorzien in artikel 4
  - het voorwerp uitmaken van bijkomende voorwaarden (qua ontvankelijkheid en inhoud) behalve de afwijking voorzien in artikel 4

#### **TITEL II : Toekenningsvoorwaarden van de subsidies**

##### **Artikel 3 - Toekenningsregels**

De toekenning van de cheques zal gebeuren volgens de 50/50 verdeling om de gelijkheid jongens/meisjes te respecteren. Deze verhouding kan in de loop van het jaar door het College worden aangepast in functie van de effectief geregistreerde aanvragen.

Enkel een natuurlijke persoon of zijn wettelijke vertegenwoordiger kan een aanvraag tot sportcheque indienen in de loop van het referentiejaar met uitsluiting van rechtspersonen of feitelijke verenigingen die een sportclub vormen.

Onder referentiejaar verstaan we, in alle artikels die dit begrip vermelden, een volledig kalenderjaar waarvan de begindatum overeenkomt met de officiële start van het sportseizoen N (September (N) tot mei (N+1)), zoals de duur van het sportseizoen wordt bepaald in het bezettingsreglement en waarvan de einddatum de officiële datum is van het einde van het sportseizoen (jaar N+1).

De potentiële begunstigde moet op het moment van indiening van de aanvraag aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoen :

1. jonger dan 18 jaar zijn in de loop van het referentiejaar voor de toekenning van de sportcheque;
2. gedomicilieerd zijn op het grondgebied van de gemeente Schaarbeek of tenminste 1 van zijn rechthebbende wettelijke vertegenwoordigers moet in Schaarbeek gedomicilieerd zijn.
3. rechtmatig ingeschreven zijn in een Schaarbeekse sportclub, gevestigd in de gemeente Schaarbeek
4. regelmatig eender welke sport beoefenen in de gemeentelijke sportinfrastructuur of in een gebouw dat zich op het gemeentelijk grondgebied bevindt
5. zich houden aan de deontologische en ethische sportregels, gedurende het volledige referentiejaar

#### **Artikel 4 - Afwijkend stelsel**

In afwijking van de niet-cumulregeling van de sportcheque beoogd in artikel 2:

- kan er automatisch een extra cheque worden toegekend op basis van het bewijs van attest verhoogde kinderbijslag
- kan het College beslissen een extra cheque toe te kennen aan meisjes jonger dan 18 jaar in een bovenvermelde sportinfrastructuur met de bedoeling de sportbeoefening uitsluitend open te stellen voor meisjes
- kan het gemeentelijk College uitzonderlijk een of meerdere extra cheques aan dezelfde begunstigde toekennen (met een maximum van 3 cheques per begunstigde), indien de economische en/of sociale omstandigheden deze afwijking op het niet-cumulprincipe rechtvaardigen

In afwijking van de voorwaarden beoogd in artikel 3, alinea 3 en 4, zal het College kunnen beslissen de cheques toe te kennen aan jongeren ingeschreven in een sportclub :

- waarvan ofwel de zetel zich niet op het grondgebied van de gemeente Schaarbeek bevindt maar waarvan de sportdiscipline ook niet wordt aangeboden op het grondgebied van de gemeente Schaarbeek
- waarvan ofwel de zetel zich wel op het grondgebied van de gemeente Schaarbeek bevindt maar de activiteiten niet georganiseerd worden in een gemeentelijke sportinfrastructuur voor de volgende redenen :
  - ofwel omdat de aangepaste sportinfrastructuur niet bestaat in Schaarbeek voor het beoefenen van die bepaalde sport
  - ofwel omdat er al een volledige bezetting is van die aangepaste sportinfrastructuur in Schaarbeek voor die bepaalde sport, in functie van de bezettingsplanning opgesteld door de sportdienst
- die niet verplicht zijn hun domicilie in Schaarbeek te hebben omdat ze over het algemeen binnen of buiten de Schaarbeekse sportinfrastructuur sporten wegens een specifiek statuut (elitesporters) of wegens een aantoonbare of duidelijke wil van individuele sportieve ontwikkeling (keuze van club die deel uitmaakt van elitesport).

Behalve de bovenvermelde extra cheque op basis van het attest van verhoogde kinderbijslag, zullen alle andere afwijkingen maandelijks onderzocht worden door de sportdienst en het voorwerp uitmaken van een gemotiveerd en raadgevend advies dat voor beslissing wordt voorgelegd aan het College.

### **TITEL III - Procedure**

#### **Artikel 5 - Procedure**

De aanvraag tot subsidies « Sportcheque » moet verplicht ingediend worden bij de sportdienst van de gemeente Schaarbeek, met uitsluiting van iedere andere gemeentedienst.

Om ontvankelijk te zijn, moet de aanvraag tot subsidies « Sportcheque » binnen het referentiejaar worden ingediend.

Dankzij deze procedure kan de planning en de behandeling van de aanvragen van sportcheques correct verlopen.

De procedure is onderverdeeld in een normale procedure en een afwijkende procedure.

Wat de normale procedure betreft, onderzoekt de sportdienst, gemandateerd door het College, of de aanvragen van sportcheques ontvankelijk en gerechtvaardigd zijn op basis van de volgende bewijsstukken :

- identiteitskaart van het kind of de jongere
- identiteitskaart van de aangewezen vertegenwoordiger(s)

- nummer bankrekening van de aangewezen ouder(s) of van de begunstigde
- betalingsbewijs van het lidgeld betaald aan Schaarbeekse club
- bewijs van sportactiviteit uitgeoefend in gemeentelijke sportinfrastructuur van Schaarbeek : dit bewijs is ten laste van de Sportdienst via de planningsdienst van de sportactiviteiten in de Schaarbeekse infrastructuur die beheerd wordt door de sportdienst. Indien de club of sportvereniging zich in een privéstructuur bevindt, van het gemeentelijk onderwijs of een andere infrastructuur die niet beheerd wordt door de gemeente, moet de aanvrager het bewijs leveren van de sportbeoefening op die plaats.
- het officiële bewijs van de kalender van het sportseizoen (datum begin/einde)

Wat de afwijkende procedure betreft, zal de Sportdienst, gemandateerd door het college, de geldigheid nagaan van :

- het alternatieve bewijs om uitzonderlijke omstandigheden van economische of sociale aard te staven, die de afwijking op de niet-cumulregel rechtvaardigen ten gunste van eenzelfde begunstigde of rechthebbende.
- het alternatieve bewijs van het feit dat de sportactiviteit plaatsvindt buiten de gemeentelijke infrastructuur en dit gerechtvaardigd is in de volgende limitatieve opsomming van gevallen : een discipline die door de sportdienst niet georganiseerd of opgenomen wordt; een tekort of volledige bezetting van de Schaarbeekse infrastructuur voor die bepaalde sport; het alternatieve bewijs voor het beoefenen van een elitesport of het bewijs van een aantoonbare en duidelijke wil van individuele sportieve ontwikkeling.

De individuele gevallen van afwijking maken het voorwerp uit van een verslag van de Sportdienst dat zal voorgelegd worden aan het College van Burgemeester en Schepenen.

Bijkomend kan de Sportdienst eventueel extra informatie vragen zoals :

- de leeftijdscategorie waarin de begunstigde evolueert binnen zijn sportclub en de identiteits- en contactgegevens van het statutair, loontrekkend of vrijwillig personeel dat de begunstigde opvolgt
- de plaats waar de begunstigde gaat sporten buiten de gemeentelijke infrastructuur

Indien de toekenningsvoorwaarden beoogd in artikel 3 en 4 vervuld zijn, zal de sportdienst, in functie van de beschikbare budgetaire marge, een (ongeldige) cheque afleveren waar de volgende gegevens op vermeld staan : naam en voornaam en gegevens van de begunstigde of rechthebbende, de nominale waarde van de sportcheque – die jaarlijks wordt vastgelegd door het College- en de bankgegevens van de begunstigde of rechthebbende.

Eens die sportcheque wordt bezorgd aan de begunstigde of zijn aangestelde ouder(s), wordt de cheque ook door de Sportdienst elektronisch verwerkt onder de vorm van een maandelijks, elektronische lijst.

Aan het einde van iedere maand wordt deze lijst onverwijld doorgestuurd naar de ad hoc financiële diensten van de gemeente :

- in functie van de toekenningsdatum wat de normale procedure betreft
- in functie van de beslissingsdatum van het College wat de afwijkende procedure betreft

Deze lijst zal de vermeldingen hernemen die op de cheque staan en, in voorkomend geval, andere vermeldingen die de ad hoc behandeling en controle toelaten door de financiële diensten van de gemeente.

Deze diensten zullen de betaling van de nominale waarde van de cheque zo spoedig mogelijk uitvoeren via bankoverschrijving op de rekening van de op de cheque vermelde begunstigde en/of rechthebbende aangestelde ouder(s).

#### **Artikel 6 - Sancties**

Een onrechtmatig uitgekeerde sportcheque kan het voorwerp uitmaken van een terugvordering door de dienst Financiën van de gemeente in de volgende gevallen:

- indien de inschrijving in een sportclub fictief of frauduleus blijkt te zijn of eender welke andere onregelmatigheid vertoont
- indien de begunstigde de deontologische en ethische regels van de sport zwaar overtreedt in de loop van het referentiejaar

De sportclubs mogen - bij het vastleggen van het bedrag van het jaarlijks lidgeld dat ze ontvangen van de Schaarbeekse sportende jongeren – op geen enkele manier vooruitlopen op de beslissing of er al dan niet sportcheques zullen worden toegekend, op straffe van uitsluiting van het recht op andere specifiek voor hen voorbehouden subsidies of ondersteuning, of ze nu rechtstreeks of onrechtstreeks worden toegekend, materieel of in natura, wat ook hun vorm of benaming is.

De Sportdienst van de gemeente Schaarbeek, evenals alle personen die door de dienst gemachtigd en afgevaardigd worden (bewakers van sportcomplexen, conciërges, specifieke gemeentelijke diensten voor kinderen en jongeren,...) kunnen op elk moment nagaan, via willekeurige controles, of de toekenningsvoorwaarden van de Sportcheques volledig nageleefd worden, gedurende de referentieperiode, zowel door de begunstigden als door de betreffende sportdiensten.

De gemeente kan via dwangbevel overgaan tot terugvordering van de sportcheque die het voorwerp uitmaakt van terugbetaling. Dit dwangbevel wordt uitgevaardigd door de gemeentelijke ontvanger en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Schaarbeek, conform artikel 137bis van de nieuwe Gemeentewet.

#### **Artikel 7 – Beroep**

Indien de objectieve toekenningsvoorwaarden voor de Sportcheque door de Sportdienst als vervuld beschouwd worden, moet de toekenningsprocedure voor de cheque tot het einde gerespecteerd worden.

Bezwaren of klachten over de regelmatigheid van de toekenningsprocedure van de sportcheque worden verzameld en onderzocht door de Sportdienst die een analyse opstelt ter attentie van het College dat het geschil zal beslechten.

Iedere betwisting die niet voorzien is in onderhavig reglement valt onder de bevoegdheid van het gemeentecollege.

#### **TITEL IV : Specifieke bepalingen**

#### **Artikel 8 – Financiële herziening van de toekenningsmodaliteiten**

Het nominale bedrag van de Schaarbeekse Sportcheque zal uniform door het gemeentecollege bepaald worden voor het volledige kalenderjaar, lopende van 1 juli van het jaar N tot 30 juni van het jaar N+1 maar dit bedrag kan later door het College herzien worden in functie van de demografische, sportieve of budgettaire evolutie.

Om het nominale bedrag van de Sportcheque zo correct mogelijk in te schatten, evenals het aantal mogelijke begunstigden, zal de Sportdienst jaarlijks een verslag opstellen, bestemd voor het College, om de relevantie van het sportchequesysteem te evalueren.

Het verslag zal daartoe het totaal aantal toegekende cheques vermelden, evenals de maandelijkse statistieken m.b.t. de inschrijvingsperiode.

Het verslag zal ook het aantal geschillen vermelden dat geregistreerd werd m.b.t. de toekenningsprocedure van de sportcheque, evenals het aantal aanvragen tot terugvordering van de sportcheque.

Dit verslag zal jaarlijks voorgelegd worden binnen de maand volgend op de afsluiting van het referentiesportjaar zodat het gemeentecollege er kennis van kan nemen.

#### **Artikel 9 – Inwerkingtreding**

Onderhavig reglement treedt in werking vanaf 1 juni 2015.

\* \* \*

**Monsieur Sag entre en séance. Madame van Zuylen quitte la séance  
-=- De heer Sag treedt ter vergadering. Mevrouw van Zuylen  
verlaat de vergadering.**

\* \* \*

**SP 33.- Convention clubs sportifs entre la Région de Bruxelles-Capitale, la commune de Schaerbeek et les clubs sportifs Schaerbeekoïses - Subside octroyé par la Région pour les établissements de formations sportives pour les jeunes - Approbation -=- Overeenkomst voor sportverenigingen tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de gemeente Schaarbeek en de Schaarbeekse sportverenigingen - Toelage toegekend door het Gewest voor het opstellen van sportvormingen voor de jeugd - Goedkeuring**

**Monsieur Dönmez intervient  
Monsieur le Bourgmestre répond**

DÉCISION DU CONSEIL -==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

*Approuvé à l'unanimité.*

Vu les articles 117 et 123 de la nouvelle loi communale ;  
Vu le rapport du 17 mars 2015 du Collège des Bourgmestre et Echevins ;  
Considérant qu'il y a lieu de faire droit aux conclusions de ce rapport ;  
DECIDE  
d'approuver la répartition des subsides régionaux pour les différents clubs  
subsidés d'après la liste en annexe fournie par la Région de Bruxelles Capitale.

DE GEMEENTERAAD

*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op artikels 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet ;  
Gelet op het verslag van 17 maart 2015 van het College van Burgemeester en  
Schepenen ;  
Overwegende dat het betaamt gevolg te geven aan de conclusies van dit verslag ;  
BESLUIT  
de verdeling van de regionale subsidies voor de verschillende gesubsidieerde clubs  
goed te keuren volgens de lijst van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in bijlage.

**SP 34.- Recondution de la Convention entre la Commune et l'asbl "JST"  
sur l'entretien des espaces verts autour du Stade communal et le Parc  
de la Jeunesse - Approbation -==- Verlenging van de overeenkomst  
tussen de Gemeente en de Vzw "JST" over het onderhoud van de  
groene ruimtes omheen het Gemeentestadion en het Jongerenpark -  
Goedkeuring**

DÉCISION DU CONSEIL -==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

*Approuvé à l'unanimité.*

Vu la Nouvelle Loi communale,  
Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 24 mars 2015;  
Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,  
DECIDE :  
D'approuver la recondution de la Convention entre la Commune et l'asbl "JST".

DE GEMEENTERAAD

*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet,  
Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 24  
maart 2015;  
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,  
BESLUIT :  
De verlenging van de overeenkomst tussen de Gemeente en de Vzw "JST" goed te  
keuren.

**Culture française -==- Franse Cultuur**

**SP 35.- Convention-type pour les groupes de musique de la Fête de la  
Musique - Approbation -==- Standaardovereenkomst voor de  
muzikanten van het Feest van de Muziek - Goedkeuring**

DÉCISION DU CONSEIL -==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.



LE CONSEIL COMMUNAL  
*Approuvé à l'unanimité.*

Considérant la nouvelle loi communale,  
Considérant les décisions du Collège du 3 mars et du 24 mars 2015,  
DECIDE  
d'approuver la convention-type de la Fête de la Musique

DE GEMEENTERAAD  
*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op de nieuwe gemeentewet;  
Gelet op de beslissingen van het College van 3 en 24 maart 2015 ;  
BESLIST  
de standaardovereenkomst van het Feest van de Muziek goed te keuren

POINTS EN URGENCE ==- PUNTEN IN SPOED

DÉVELOPPEMENT STRATÉGIQUE ET DURABLE ==- STRATEGISCHE EN DUURZAME ONTWIKKELING

**Programme de prévention urbaine ==- Programma voor stadspreventie**

**SP 114.- \*\*\*\*\* POINT RETIRE \*\*\*\*\* PPU - Cellule de coordination du  
PPU - Encadrement des faucons pèlerins par le service Gardiens de la  
paix - Projet Pilote en RBC ==- \*\*\*\*\* PUNT INGETROKKEN \*\*\*\*\* PPU  
- Coordinatiecel van de PPU - Omkadering van de valken door de dienst  
Stadswacht - Proefproject in het BHG**

**Monsieur le Bourgmestre expose  
Madame Jodogne intervient  
Monsieur le Bourgmestre répond.  
Monsieur Verzin intervient**

Ce point est retiré de l'ordre du jour ==- Dit punt wordt aan de agenda onttrokken.

SERVICES GÉNÉRAUX ==- ALGEMENE ZAKEN

**Gestion immobilière technique ==- Technisch vastgoedbeheer**

**SP 115.- Vente de gré à gré pour cause d'utilité publique des 4  
appartements communaux et emplacements de parking sis rue  
François Bossaerts, 56-62 - Approbation ==- Onderhandse verkoop ten  
algemeen nutte van de gemeentelijke appartementen en  
parkeerplaatsen gelegen François Bossaerts straat, 56-62**

**Monsieur le Bourgmestre expose**

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

L'urgence est admise à l'unanimité. ==- De dringendheid wordt eenparig  
aangenomen.  
Approuvé à l'unanimité. ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL  
*Approuvé à l'unanimité.*

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale  
Vu les rapports d'estimation du Receveur de l'Enregistrement  
Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 30.09.2014  
Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13.01.2015  
Vu l'enquête publique  
Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 01.04.2015  
Considérant qu'il y a lieu de faire suite à cette décision  
Vu l'urgence

DECIDE :

d'approuver pour cause d'utilité publique la vente de gré à gré des appartements communaux et emplacements de parking sis rue François Bossaerts, 56-62 (6ème Division Section D 26 S 2) comme suit :

- duplex 1 (3 chambres - 105 m<sup>2</sup>) : 296.000 €
- duplex 2 (3 chambres - 121 m<sup>2</sup>) : 335.000 €
- duplex 3 (3 chambres - 109 m<sup>2</sup>) : 305.000 €
- duplex 4 (3 chambres - 103 m<sup>2</sup>) : 290.000 €
- emplacements de parking : a) P1, P3, P4, P5 et P10 : 19.000 € b) P2, P7, P8 et P11 : 20.000 € c) P9 : 17.000 € d) P6 : 24.000 €

DE GEMEENTERAAD

*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet

Gelet op de schattingsverslagen van de Ontvanger van Registratie

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester et Schepenen dd.

30.09.2014

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd.

13.01.2015

Gelet op het openbaar onderzoek

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen

dd.01.04.2015

Overwegende dat het past om gevolg aan deze beslissing te geven

Gelet op de dringendheid

BESLUIT :

de onderhandse verkoop ten algemene nutte van de gemeentelijke

appartementen en parkeerplaatsen gelegen François Bossaertsstraat, 56-62 (6de

Afdeling Sectie D 26 S 2) zoals :

- duplex 1 (3 kamers - 105 m<sup>2</sup>) : 296.000 €
- duplex 2 (3 kamers - 121 m<sup>2</sup>) : 335.000 €
- duplex 3 (3 kamers - 109 m<sup>2</sup>) : 305.000 €
- duplex 4 (3 kamers - 103 m<sup>2</sup>) : 290.000 €
- parkeerplaats : a) P1, P3, P4, P5 et P10 : 19.000 € b) P2, P7, P8 et P11 : 20.000 € c) P9 : 17.000 € d) P6 : 24.000 €

\* \* \* \* \*

**Après le point 115 vote nominal auquel participent les conseillers communaux suivants --- Na het punt 115 hoofdelijke stemming waaraan de volgende gemeenteraadsleden deelnemen :** M.-h. Bernard Clerfayt; MM.-hh. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs; M.-h. Frederic Nimal; MM.-hh. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mme-mevr. Adelheid Byttebier; MM.-hh. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mme-mevr. Cécile Jodogne, M.-h. Emin Ozkara, Mmes-mevr. Laurette Onkelinx, Isabelle Durant, M.-h. Ibrahim Dönmez, Mmes-mevr. Derya Alic, Mahinur Ozdemir, Filiz Güles, MM.-hh. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mme-mevr. Angelina Chan, MM.-hh. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Hasan Koyuncu, Mmes-mevr. Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Debora Lorenzino, MM.-hh. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mme-mevr. Lorraine de Fierlant, MM.-hh. Abdallah Kanfaoui, Quentin van den Hove, Mmes-mevr. Barbara Trachte, Berrin Saglam, Asma Mettioui, M.-h. Thomas Eraly, Mme-mevr. Bernadette Vriamont.

\* \* \* \* \*

RESULTAT DU VOTE – UITSLAG VAN DE STEMMING

OUI – JA : 0

NON – NEEN : N

ABSTENTION – ONTHOUDING : -

PAS DE VOTE/VOTE ANONYME – GEEN STEM/ANONIEME BESTEMMING : —

Points de l'O.J. Punten agenda	2, 4-15, 18-35, 115	3	17
BERNARD CLERFAYT	0	0	0
VINCENT VANHALEWYN	0	0	0
BERNARD GUILLAUME	0	0	0
DENIS GRIMBERGHS	0	0	0
FREDERIC NIMAL	0	0	0
ETIENNE NOEL	0	0	0
SAÏT KÖSE	0	0	0
SADIK KÖKSAL	0	0	0
MICHEL DE HERDE	0	0	0
MOHAMED EL ARNOUKI	—	—	—
ADELHEID BYTTEBIER	0	0	0
GEORGES VERZIN	0	0	0
JEAN-PIERRE VAN GORP	0	-	0
CÉCILE JODOGNE	0	0	0
EMIN OZKARA	0	N	0
LAURETTE ONKELINX	0	-	0
ISABELLE DURANT	0	0	0
HALIS KÖKTEN	—	—	—
IBRAHIM DÖNMEZ	0	-	0
DERYA ALIC	0	-	0
MAHINUR OZDEMIR	0	0	0
FILIZ GÜLES	0	0	0
ABOBAKRE BOUHJAR	0	-	0
YVAN DE BEAUFFORT	0	0	0
ANGELINA CHAN	0	0	0
MOHAMED REGHIF	0	0	0
MOHAMED ECHOUEL	0	0	0
YVES GOLDSTEIN	—	—	—
HASAN KOYUNCU	0	-	0
CATHERINE MOUREAUX	—	—	—
DÖNE SÖNMEZ	0	-	0
JAMILA SANHAYI	0	-	0
SOPHIE QUERTON	—	—	—
DEBORA LORENZINO	0	0	0
BURIM DEMIRI	0	0	0
AXEL BERNARD	0	0	N
SEYDI SAG	0	0	0
LORRAINE DE FIERLANT	0	0	0
ABDALLAH KANFAOUI	0	0	0
JOËLLE VAN ZUYLEN	—	—	—
QUENTIN VAN DEN HOVE	0	0	0
BARBARA TRACHTE	0	0	0
BERRIN SAGLAM	0	0	0
BRAM GILLES	—	—	—
ASMA METTIOUI	0	0	0
THOMAS ERALY	0	0	0
BERNADETTE VRIAMONT	0	-	0
OUI-JA	40	30	39
NON-NEEN	0	1	1
ABSTENTIONS - ONTHOUDINGEN	0	9	0

ORDRE DU JOUR (REPRISE) -== AGENDA (VERVOLG)

QUESTIONS ORALES -== MONDELINGE VRAGEN

**SP 36.- Restauration de la statue de Nasreddin (Question de Madame Bernadette VRIAMONT) -== Restauratie van het beeldhouwwerk van Nasreddin (Vraag van Mevrouw Bernadette VRIAMONT)**

**Madame Vriamont pose sa question**

**Monsieur Özkara pose sa question**

**Monsieur Nimal et Monsieur le Bourgmestre répondent**

**Madame Vriamont et Monsieur Özkara interviennent.**

**SP 116.- \* \* \* \* \* POINT RETIRE \* \* \* \* \* Le nouveau plan de collecte des déchets en Région Bruxelloise (Question de Monsieur Thomas ERALY) -  
=- \* \* \* \* \* PUNT INGETROKKEN \* \* \* \* \* Het nieuwe plan voor het ophalen van afval in het Brussels Gewest (Vraag van de heer Tomas ERALY)**

Ce point est retiré de l'ordre du jour -== Dit punt wordt aan de agenda onttrokken.

**SP 117.- L'organisation du Schaernaval (Question de Madame DURANT) -  
=- De organisatie van Schaernaval (Vraag van de Mevrouw Isabelle DURANT)**

**Madame Durant pose sa question**

**Monsieur Noël répond**

**Madame Durant intervient**

**Monsieur Noël répond.**

\* \* \*

**Madame Onkelinx quittent la séance -== Mevrouw Onkelinx verlaat de vergadering.**

\* \* \*

**SP 118.- Programme européen en faveur de la consommation de fruits à l'école (Question de Madame Lorraine de FIERLANT) -== Europees programma voor het gebruik van fruit op school (Vraag van Mevrouw Lorraine de FIERLANT)**

**Madame de Fierlant pose sa question**

**Monsieur De Herde et Madame Byttebier répondent**

**SP 119.- La restauration de la statue de Nasreddin (Question de Monsieur Emin ÖZKARA) -== De restauratie van het standbeeld van Nasreddin (Vraag van de heer Emin ÖZKARA)**

**Monsieur Özkara pose sa question lors de l'élaboration du point 36**

**La séance publique est levée à 22 heures et 40 minutes -== De openbare vergadering wordt beëindigd om 22.40 uur.**